

Représenter la diversité des formes familiales de la production agricole. Approches théoriques et empiriques

**Sourisseau, J.M. ; Bosc, P.M. ; Fréguin-Gresh, S. ; Bélières, J.F. ;
Bonnal, P. ; Le Coq, J.F. ; Anseeuw, W. ; Dury, S.**

WORKING PAPER MOISA 2012-5

Représenter la diversité des formes familiales de la production agricole. Approches théoriques et empiriques

Jean-Michel Sourisseau¹ ; Pierre-Marie Bosc² ; Sandrine Fréguin-Gresh¹ ; Jean-François Bélières¹ ;
Philippe Bonnal¹ ; Jean-François Le Coq¹ ; Ward Anseeuw¹ ; Sandrine Dury²

¹CIRAD ES, UMR ART-Dev, F-34090 Montpellier, France

²CIRAD, UMR MOISA, F-34398 Montpellier, France

Octobre 2012

Abstract

The transformation of family-based agricultural structures is compelling the academic and policy environments. The questions being advanced cross the history of agricultural representations since a century. The ways of seeing and representing the different forms of agriculture relate to these transformations. Family farming has acquired an international legitimacy but is presently questioned by agricultural evolutions in developed countries as well as in developing or emerging ones. The Sustainable Rural Livelihoods (SRL) approach allows a global comprehension of the agricultural entity as a constituent of an activity system that has become multi-sectoral and multi-situational, relating to market and non-market regulations. The relative significance and the nature of the mobilized capitals led us to schematically present six organizational forms of family agriculture in New-Caledonia, in Mali, in Viet-Nam, in South Africa, France and Brazil. A more generic characterization that foresees our representation framework proposal poses new methodological challenges.

Keywords

Family agriculture/farming, Sustainable rural livelihoods, Peasants, Enterprises, Pluriactivity, Mobility, Diversity

Résumé

Les mutations des agricultures familiales interrogent le monde académique et les politiques. Cette interrogation traverse l'histoire des représentations de l'agriculture depuis un siècle. Les manières de voir ces agricultures ont accompagné leurs transformations. Aujourd'hui, l'agriculture familiale acquiert une légitimité internationale mais elle est questionnée par les évolutions des agricultures aux Nords comme aux Suds. L'approche *Sustainable Rural Livelihoods* (SRL) permet une appréhension globale du fait agricole comme une composante de systèmes d'activités multi sectoriels et multi situés dont les logiques renvoient à des régulations marchandes et non marchandes. Le poids relatif et la nature des capitaux mobilisés permettent de représenter de manière stylisée six formes d'organisation de l'agriculture familiale en Nouvelle-Calédonie, au Mali, au Viêt-Nam, en Afrique du Sud, en France et au Brésil. Une caractérisation plus générique, qu'esquisse notre proposition de méthode de représentation des agricultures est enfin proposée, qui pose de nouvelles questions méthodologiques.

Mots clefs

Agriculture familiale, Paysans, Entreprises, Pluriactivité, Mobilité, Diversité

JEL: O13,O57, Q12

Paru aussi dans la série Document de travail ART-Dev 2012-1

Version courte et révisée de ce document à paraître dans la revue Autrepart, n° 62, 2012



Introduction

On assiste aujourd'hui à une recrudescence des débats sur les rôles, place et importance de l'agriculture pour répondre aux défis alimentaires, économiques et environnementaux du monde. Ces débats renvoient dans leur grande majorité aux structures de production qui seraient les plus à même de répondre à ces défis. Par suite, la caractérisation et la compréhension de la diversité des formes de la production agricole¹, de leurs stratégies et performances, recouvrent des enjeux méthodologiques renouvelés.

Conjointement, malgré la reconnaissance de la très grande diversité qui caractérise les formes de production regroupées sous le terme « agriculture familiale », celle-ci est souvent simplement définie en opposition à d'autres formes, notamment entrepreneuriales, basées sur le salariat et l'actionnariat privé. Si l'on considère, en première approximation, que l'exploitation agricole familiale résulte de la conjonction d'une unité de production et d'une unité familiale dont les fonctionnements renvoient à des objectifs et des fonctions spécifiques [Lamarche, 1991 ; Ellis, 2000], il est possible de considérer que la diversité des agricultures familiales est avant tout liée à leur environnement. La façon dont la combinaison dialectique entre l'unité économique et l'unité sociale serait mise en œuvre, dans des contextes naturels, sociaux, économiques, politiques et technologiques spécifiques influencerait ainsi la différenciation des formes familiales de la production agricole.

Ces formes familiales production ont évolué au cours du temps compte tenu des changements des contextes dans lesquels elles s'insèrent. Des formes ont disparu, d'autres ont émergé. Aujourd'hui, dans les campagnes du monde, avec la reconfiguration des rapports ville-campagne liée à la concentration de l'aval et l'accroissement des barrières à l'entrée des marchés globalisés, les activités sont diversifiées, la pluriactivité est plus que jamais une réalité et de nouvelles formes de mobilité sont apparues et se sont révélées des facteurs explicatifs essentiels du recul ou, au contraire, de la persistance et de l'ancrage des exploitations familiales dans le milieu rural.

Dans un contexte en évolution rapide, parmi les approches méthodologiques et conceptuelles existantes, celle dite du « *Sustainable Rural Livelihoods* » (SRL), promue par la coopération britannique et utilisée dans de nombreuses agences de développement internationales comme la FAO par exemple, permet de prendre en compte les modifications de l'environnement à plusieurs échelles et les changements observés des formes familiales de la production. Elle permet d'étudier les changements structurels au niveau des processus de production, mais aussi la diversité des pratiques et de la place de l'agriculture au sein de systèmes d'activités et de revenus complexes.

A partir d'une relecture de l'évolution historique de la caractérisation et de l'analyse des formes de la production agricole, nous proposons ici une méthode de représentation de la diversité des agricultures familiales². Centrée sur les dotations et la gestion des capitaux intervenant dans le processus de production agricole et, plus largement, de reproduction des groupes domestiques, cette proposition s'intéresse aussi à la nature plus ou moins familiale du contrôle de ces capitaux. Elle permet de combiner l'approche SRL à d'autres approches plus hétérodoxes. La méthode est testée dans la dimension analytique et comparative, à partir d'études de cas néo-calédonien, malien, vietnamien, sud-africain, français et brésilien, issues de recherches empiriques des auteurs.

L'argumentaire s'organise en quatre parties. La première propose une lecture sélective des principales approches et courants de pensée ayant historiquement contribué à la caractérisation des

¹ Entendues comme des conjonctions, au niveau micro-économique et micro-social, des tous les éléments, techniques, économiques et sociaux, concourant au processus de production agricole.

² Notre propos reste ici centré sur les formes familiales de la production, ce qui exclut les entreprises agricoles ayant perdu tout fonctionnement autour du groupe familial.

changements dans les agricultures. La seconde partie présente les grands traits du cadre SRL qui sera mobilisé dans une troisième partie, à partir de six études de cas, pour illustrer des formes contrastées, familiales, de la production agricole. Enfin, en guise de synthèse, une dernière partie s'attachera à discuter les enseignements et les perspectives offertes par une mobilisation d'une approche SRL élargie.

Nous espérons, dans ce travail, avoir évité deux écueils principaux. Tout d'abord, nous nous gardons d'une vision évolutionniste des changements. Nous mettons l'accent sur la manière dont le contexte social et politique induit ou influence la manière dont chercheurs et universitaires proposent de représenter³ les paysans, les agriculteurs ou les entrepreneurs agricoles – nous verrons que les termes comptent ! Nous n'attribuons donc pas de valeur particulière à un modèle ou à un autre, nous constatons et expliquons son existence. Nous nous gardons également d'une vision déterministe de ces mêmes changements, dans la mesure où la diversité des trajectoires de changement des agricultures au niveau mondial milite pour la prise en compte de cette diversité et des formes d'organisation qui l'accompagnent. Il s'agit là d'un des premiers atouts de ce secteur d'activité qui, s'il est en régression en termes d'effectifs et de poids dans les agrégats macroéconomiques des pays occidentaux, demeure le principal pourvoyeur d'emplois et de revenus au niveau mondial. La diversité des situations agroécologiques, mais aussi celle des relations complexes entre agricultures et sociétés, interdisent de raisonner en termes de modèle unique tant sur les types de structures à promouvoir que sur les types de trajectoires à favoriser [Van der Poeg et al., 2009 ; Losch et al., 2011].

Notre contribution au débat se veut essentiellement méthodologique. Elle vise à disposer d'un outil de représentation assez flexible pour s'adapter à la diversité des situations, mais également robuste afin de permettre une mise en comparaison. Les agricultures à l'échelle des continents étant marquées par la diversité des conditions de milieu physique et la spécificité des trajectoires sectorielles nationales, il est nécessaire que l'outil de représentation puisse s'adapter à cette diversité. La mise en relation et, de plus en plus, la mise en concurrence des agricultures de la planète, militent en faveur d'un cadre d'analyse commun qui autorise les comparaisons sur une base méthodologique rigoureuse. Dans un monde de plus en plus interdépendant et interconnecté, la localisation des investissements ou les effets sur l'environnement ne produisent pas des effets limités à la localité dans laquelle ils sont réalisés. Il est dès lors important de disposer d'un outil standardisé, permettant de saisir l'ensemble de ces effets, tout en s'adaptant à la diversité des situations évoquées⁴.

³ Nous ne traitons pas de manière détaillée de l'appropriation des catégories de représentations par le politique. Toutefois cette question est sous-jacente à cet article et parfois explicitement évoquée, notamment à travers la revue des courants disciplinaires et des études de cas.

⁴ Pour ne prendre qu'un exemple, la filière de production du concentré de tomate concerne des agriculteurs familiaux nord-américains spécialisés, s'appuyant sur des coopératives très en pointe sur le plan technique, des producteurs familiaux du sud de l'Italie recourant à des migrants plus ou moins légaux, ou une société privée installée dans la vallée du Sénégal et ayant comme obligation de recourir à des emplois locaux pour réaliser certaines tâches. Les représentations de ces formes d'agriculture doivent permettre de les comparer du point de vue des ressources qu'elles mobilisent, mais aussi des effets ou des impacts qu'elles génèrent au niveau des sociétés, de l'économie, des ressources et de l'environnement.

Représenter⁵ les formes familiales de la production agricole : une diversité théorique et méthodologique

Dans cette section, nous passons en revue une sélection raisonnée d'auteurs qui ont mobilisé différentes disciplines et courants de pensée depuis le XIXe siècle pour caractériser et analyser l'agriculture. L'exercice ne saurait être exhaustif tant le corpus est vaste. Nous en faisons volontairement une lecture choisie (et donc incomplète et critiquable) pour montrer comment le contexte social, économique et politique interfère avec l'évolution des conceptions, et comment les transformations structurelles récentes et les dynamiques en cours rendent indispensable la révision de nos manières de voir les formes de production.

Dans le contexte de la révolution industrielle, de la restructuration des campagnes au Royaume Uni et de l'émergence des grands domaines en Prusse, Marx et Kautsky, entre autres, prédisent la transformation inéluctable du petit propriétaire en ouvrier agricole. L'avenir appartient aux ouvriers, et en leur sein, les ouvriers agricoles ont toute leur place dans l'industrialisation de l'agriculture fondée sur la concentration des capitaux, l'élevage à grande échelle et les progrès scientifiques et techniques hors de portée des petits propriétaires [Marx, 1867 ; Kautsky, 1900].

Toutefois, cette prophétie ne se concrétise pas, ni en Europe de l'Ouest, ni en Union Soviétique, ni dans les pays du bloc socialiste où l'imposition coercitive de cette « modernité » va de pair avec l'élimination quasi systématique des paysanneries, à l'exception de « poches » de résistance paysanne comme en Pologne. Les thèses de Marx se heurtent en effet aux réalités économiques et sociales de la production agricole : peu d'économies d'échelle, des progrès techniques pouvant être adoptés par les petits agriculteurs, des logiques paysannes peu sensibles au seul taux de profit ou à la rémunération du capital investi.

Chayanov [1925 ; publié en anglais en 1966 et en Français en 1990] aura un rôle déterminant dans la caractérisation des économies paysannes puis, par extension, des agricultures familiales. Précurseur, il définit le modèle paysan par les liens entre production et consommation, par la mobilisation d'un travail familial (sauf exceptions occasionnelles) dont le coût est jugé non-mesurable par le biais du marché, et par la production de biens d'usage et non d'échange. En entrant par le travail et en complétant son analyse par les cycles de vie⁶, il insiste sur les spécificités de la production agricole, invite à ne pas la penser qu'en termes économiques et explique ainsi la permanence et la résilience des formes familiales de production.

Au début du XXe siècle, les pays aux Suds sortent progressivement de l'esclavage et la colonisation se transforme. On passe en effet progressivement du contrôle politique et militaire des territoires conquis et de l'inventaire de leurs ressources à la problématique de la mise en valeur⁷. L'agriculture se caractérise par une dualité des modèles où s'opposent la grande plantation de cultures agro-industrielles, et un patchwork d'agricultures « indigènes », structurées sur une base familiale parfois élargie par rapport aux standards occidentaux, autour de cultures vivrières et de troupeaux. Par exemple, en Afrique sub-saharienne, les plantations de grande taille fonctionnant sur la base de main-d'œuvre salariée côtoient des petites exploitations familiales, dans des situations extrêmement

⁵ Couty [1987] parlait de façon plus imagée, de « manières de voir » la production agricole.

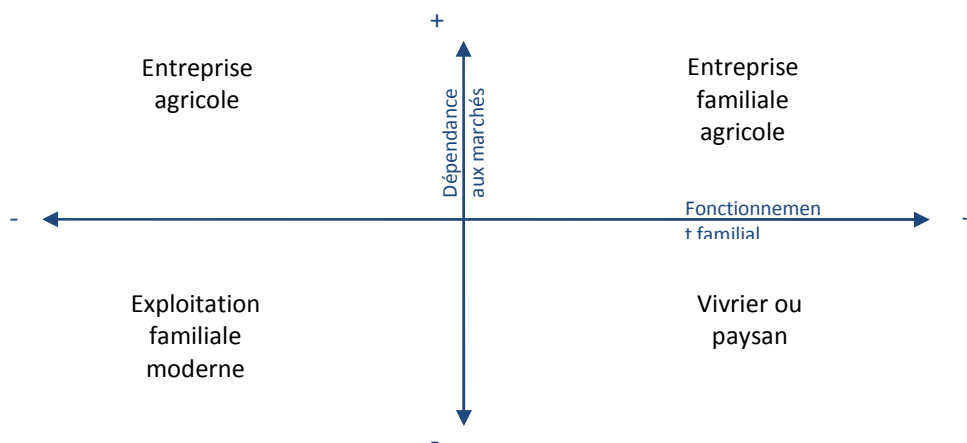
⁶ Puisque le travail est exclusivement familial, la composition de la famille est une donnée essentielle et il importe de tenir compte de ses variations dans le temps, depuis la formation d'un couple jusqu'à l'éclatement de la cellule avec le départ des enfants.

⁷ Nous faisons ici surtout référence aux débats politiques en France lorsque les partisans de la politique d'expansion coloniale ont été poussés à admettre que les Colonies devaient aussi « rapporter » des revenus à la métropole et à l'Etat [Sarraud-Woods, 1998].

contrastées entre les pays d'Afrique australe et orientale [Gibbon, 2011], et ceux de colonisation française en Afrique de l'Ouest.

Après 1945, dans le contexte des « Trente Glorieuses », des changements rapides et profonds de la société dans son ensemble ont lieu ; on assiste dans les pays aux Nords à la lente mais sûre transformation d'une économie paysanne en une économie agricole. Au-delà des divergences résultant du recours à des références théoriques différentes - l'anthropologie sociale anglo-saxonne et Weber d'un côté ; Durkheim et Marx de l'autre - la sociologie rurale française va décortiquer le processus de « modernisation » qui s'empare des campagnes françaises et qui va entraîner des changements inédits dans les structures de production. Mendras [1976, 2000] répond ainsi au type idéal en cinq points de la société industrielle de Aron⁸, par celui de la société paysanne, dont l'appartenance définit le paysan : autonomie relative par rapport à la société englobante, importance structurelle des logiques domestiques, autarcie relative, force des rapports d'interconnaissance au sein de la société. Serait alors agriculteur un membre d'une société qui perdrait un de ces caractères. La figure du paysan laisse ainsi progressivement place à celle de l'agriculteur de plus en plus inséré aux échanges marchands. Les recherches s'orientent vers le processus de modernisation, changement majeur de cette période de l'histoire, dont la compréhension suppose d'élargir l'analyse au jeu des déterminants de l'environnement économique [Jollivet, 2003].

C'est ce qu'observe Lamarche [1991, p. 10] dans son ouvrage de référence sur l'agriculture familiale. L'exploitation familiale y est définie comme « une unité de production agricole où propriété et travail sont intimement liés à la famille », et si elle n'est plus paysanne, elle puise des caractéristiques dans le modèle de Mendras. Les idéaux types de Lamarche, fondés sur l'agricole, relèvent du caractère familial des logiques de fonctionnement et du degré de dépendance de la production, notamment par rapport aux marchés, selon le schéma suivant⁹ :



Des économistes ruraux français, dont Servolin [1972], s'inspirant des théories marxistes, montrent combien le système capitaliste, marqué par la concentration et l'intégration, s'accommode de la persistance de la « petite production marchande ». Alors que ces auteurs publiaient quelques années auparavant « Une France sans paysans » [Gervais et al., 1965], ils expliquent le maintien de l'exploitation de petite taille comme étant l'un des rouages indispensables au bon fonctionnement

⁸ Type idéal de R. Aron sur la société industrielle en cinq caractères : séparation radicale de l'entreprise et de la famille, division du travail, accumulation du capital, calcul rationnel et concentration ouvrière sur le lieu de travail.

⁹ A l'inverse des trois autres, la catégorie « Exploitation familiale moderne », définie comme « une entité sociologique propre, proche de l'entreprise du point de vue des logiques familiales et de l'exploitation paysanne du point de vue de la dépendance » (p. 276), nous semble relever de la construction théorique. A l'inverse de Lamarche dans les années 1980 au Brésil, en France, en Tunisie et en Pologne, cette combinaison spécifique d'un fonctionnement d'entreprise peu dépendant du marché n'a pas été rencontrée dans les 6 situations nationales explorées pour le présent document.

de l'économie capitaliste. La « petite » agriculture perdure grâce à sa capacité à accepter une rémunération de ses facteurs de production - et notamment de son travail - en deçà des taux du marché. Cette faiblesse de la rémunération du travail explique en partie, à côté d'autres considérations culturelles et sociales, pourquoi les actifs familiaux vont progressivement détourner une part croissante de leur temps de travail de l'exploitation agricole.

Dans une perspective libérale, la conception de l'exploitation agricole se rapproche de celle de la firme dans la vision de Coase [1937], à savoir une entité qui opère sur un marché où elle est censée maximiser son profit à partir d'une utilisation rationnelle de ses facteurs de production. Au contraire des approches précédentes, qui argumentaient sur les spécificités d'un secteur rendant les réponses aux signaux de marché insuffisantes pour expliquer les dynamiques, les agriculteurs concourent ici, comme les autres acteurs, à l'intérêt général. En tant qu'entrepreneurs, ils recherchent leur propre intérêt ; la propriété privée des moyens de production et la « liberté » de choix les caractérisent. Cette vision ne prend pas en compte l'histoire, les règles et les relations – en dehors de la relation marchande – sociales ou familiales ; elle va cependant progressivement se complexifier.

En 1986, Singh, Squire et Strauss [1986], économistes de la banque mondiale et de l'université de Yale, proposent de modéliser le comportement des ménages agricoles, sous le postulat de rationalité et en utilisant les outils mathématiques associés au développement de ce courant néo-classique. L'idée est de concevoir un modèle où l'agent doit résoudre conjointement deux programmes de maximisation : i) un programme de consommateur (il maximise son « utilité » sous contrainte de budget) ; ii) un programme d'entrepreneur (il maximise son profit sous contrainte de dotation en facteurs). En plus de consommer et d'épargner, le ménage agricole fait des choix concernant le temps qu'il choisit d'allouer soit au « travail », soit au « loisir ». Dans ces premiers modèles, les marchés sont supposés parfaits et les décisions sont « séparables » ou récursives. De nombreux développements ont été réalisés depuis. De Janvry et al. [1991], par exemple, évaluent les conséquences du fait que les ménages agricoles, dans les pays en développement en particulier, font face à des marchés incomplets ou manquants. Ces travaux permettent de situer et d'analyser le bien-être des ménages agricoles, d'évaluer l'effet de différentes politiques sur la production agricole, et de fournir des informations (élasticité de la consommation et de la production des ménages agricole par exemple) à des modèles macro-économiques tels que les modèles d'équilibre général calculable. Les modèles de ménages agricoles ainsi construits constituent un cadre conceptuel pour de nombreux économistes agricoles. Ils sont censés faciliter la compréhension des décisions de production et d'investissement des agriculteurs en fonction des besoins et ressources de leur ménage. Réciproquement, ils doivent expliquer le comportement de consommation et d'épargne des membres des familles d'agriculteurs en fonction de leurs objectifs de production.

Dans un tout autre registre, des travaux portent sur la définition d'unités d'observation pertinentes et de leurs contours agricoles et non agricoles, en écho aux difficultés auxquelles sont confrontés praticiens du développement et chercheurs africanistes, pour lesquels le modèle de l'exploitation familiale importé d'Europe trouve rapidement ses limites [Winter, 1975]. Le groupe de recherche pluridisciplinaire pour « l'Amélioration des Méthodes d'Investigation en Milieu Rural Africain » (AMIRA) préconise ainsi de faire dialoguer des « approches par le haut », nécessitant des unités d'observation stables préalablement définies, et des « approches par le bas », compréhensive et qualitative, dans lesquelles la définition de l'unité d'observation est un produit de l'enquête [Couty, 1983 ; Winter, 1983]. Deux entrées, qui ne sont pas exclusives, sont proposées pour ce second type d'approche. Ancey [1975] suggère d'entrer par les niveaux de décision, eux-mêmes cernés par le statut des individus, au sein de la famille ou dans des espaces sociaux plus larges. Gastellu [1980] préfère partir des fonctionnalités économiques de la résidence, de la consommation, de la production et de l'accumulation pour repérer les communautés concernées et leurs formes d'organisation.

En subordonnant les dimensions économiques aux pratiques concrètes et aux dynamiques sociales, ces travaux s'inscrivent dans la critique des modèles néo-classiques du ménage [Gastellu, Dubois, 1997]. Ils participent à la structuration d'une hétérodoxie fondée sur la redécouverte des principes institutionnalistes, et au développement d'une Economie Rurale Africaniste Française (ERAF) [Colin et Losch, 1994]. Partant d'avancées méthodologiques, l'ERAF engage à s'éloigner des seuls critères technico-économiques pour caractériser les formes familiales de la production agricole et évaluer leurs performances et à porter plus d'attention aux dimensions structurelles et aux stratégies [Yung et Zaslavsky, 1992]. Ces dernières ne peuvent se réduire aux deux principaux programmes de maximisation (du consommateur et de l'entrepreneur) de la théorie économique néo-classique.

Les réflexions de l'ERAF rejoignent celles de Paul et al. [1994] qui choisissent de raisonner en termes de système d'activités, partant du constat de l'incapacité des approches centrées sur l'agricole à rendre compte de logiques et stratégies familiales de plus en plus impactées par le développement d'activités non agricoles. Le système d'activités est défini comme « un métasystème qui englobe [les activités agricoles] à côté des autres activités productives de l'exploitant et de sa famille ». Son utilisation est centrée sur les relations fonctionnelles entre les activités, dans une logique de portefeuille d'activités.

Dans le champ empirique de l'agriculture française et de ses transformations structurelles, entre 1970 et 1990, des travaux vont conduire à remettre en question la représentation du modèle de l'exploitation familiale à deux Unités de Travail Humain – l'exploitant et son épouse – et ayant une taille suffisante pour générer des revenus équivalents à des niveaux salariaux comparables¹⁰. Alors que la majorité des travaux à cette époque traitent de la modernisation des exploitations agricoles ou de l'amélioration de la productivité, le questionnement s'oriente également vers des entrées complémentaires sur l'évolution de l'allocation des temps de travail du ménage aux activités agricoles et non agricoles. Souvent, seul le chef d'exploitation alloue son temps, voire seulement une partie de son temps de travail à l'exploitation agricole [Brun et al., 1970], ce qui interroge la pertinence de la catégorie « agriculture familiale » [Lacombe, 1972 ; Brun, 1989 ; Delord et Lacombe, 1990]. La force de travail est dès lors employée soit à la valorisation du patrimoine de l'exploitation, via la création de nouvelles activités non strictement productives, soit à du travail salarié en dehors de l'exploitation agricole. La pluriactivité, même si elle n'est pas récente [Cochet, 2011], pose, en France [Brun et al., 1970] et plus largement en Europe [Laurent, 2005], la question de la place des activités strictement agricoles dans l'ensemble des activités que développent les ménages. Mais les interprétations de la pluriactivité est aussi diverses, celle-ci pouvant être perçue comme résultant d'un excédent de force de travail du à des gains de productivité, d'une simplification des systèmes de culture, ou d'un choix économique d'une réduction de l'activité agricole au profit d'activités extra-agricoles. La dimension et les implications politiques de ces recherches n'échappent à personne dans un contexte sociopolitique où une part de la légitimité des politiques agricoles et notamment de la politique agricole commune se fonde sur le modèle familial d'organisation de la production agricole.

Cette problématique de la pluriactivité est également éclairée par les travaux des historiens ruralistes qui engagent à relativiser la portée parfois universaliste que certains voudraient conférer au modèle du ménage familial centré sur la seule agriculture : « au 19^{ème} autant qu'au XVIII^e siècle, l'exception n'est pas le pluriactif, mais le mono actif » [Mayaud, 1999, page 21]. La comparaison entre les stratégies des agricultures hollandaises et françaises montre bien que la pluriactivité, loin d'apparaître comme une anomalie au regard du modèle du ménage à deux actifs est un fait social et économique majeur dans des économies agricoles parmi les plus performantes [Van der Ploeg et al., 2009]. Cette recherche met en évidence toute la complexité de l'exercice typologique dès que l'on cherche à comprendre la diversité des situations et que l'on s'éloigne des dualismes classiques : pas

¹⁰ C'est cette vision qui avait été scellée au plan institutionnel et politique dans les lois d'orientation agricoles de 1960-62 [Buchou, 1975].

moins de dix types sont ainsi définis se fondant sur des critères rendant compte de la place et des fonctions de l'agriculture dans des combinaisons variées permettant de décrire les moyens d'existence des ruraux. Ils montrent ainsi que l'agriculture occupe certes une place encore importante mais fortement intriquée avec d'autres activités non agricoles qui concourent à l'emploi et à la formation des revenus des ruraux. Si l'on élargit la focale aux agricultures des Suds, on peut sans trop de risque faire l'hypothèse d'une situation dominante de la pluriactivité à l'échelon mondial et qui doit nous conduire à adapter notre regard à ces manières de faire l'agriculture.

Le fait migratoire et ses conséquences sur les sociétés rurales bousculent aussi les représentations de l'espace et du terroir, mais aussi la nature des relations au sein du groupe familial et entre les familles. Après les travaux précurseurs d'Amselle et al. [1978] sur les relations villes-campagnes, les années 1990 voient se multiplier les recherches portant sur les articulations entre ancrage et mobilités dans les sociétés aux Suds, remettant en cause le mythe de la sédentarité et de l'immobilité paysannes [Skeldon, 1990]. Une géo-économie des relations villes-campagnes [Chaléard et Dubresson, 1999] et des interdépendances organisées autour de la mobilité des personnes, des échanges et des transferts de revenus [Peemans, 1995] se développe en parallèle de l'impulsion d'analyses en termes d'économies en archipels liés aux processus de mondialisation [Veltz, 1996]. Ce sont d'autres relations qui se tissent entre les unités familiales, l'agriculture et l'ailleurs vers lequel se déplace une partie de la force de travail familiale ; l'importance des montants transférés sous la forme de remises montrent le poids économique de ces nouvelles relations.

Dans les années 1970 et 1980, des recherches dans le domaine du développement agricole portent sur la modélisation systémique du fonctionnement des exploitations et l'établissement de typologies de l'activité agricole « pour servir l'action » [Brossier, Petit, 1977]. Souvent basées sur les statistiques nationales, un groupe de typologies s'appuie sur des variables de structure et sur la nature et les modalités de combinaison des productions. Un deuxième se fonde sur les projets et les situations des agriculteurs à partir de l'analyse des systèmes de production. Un troisième se base sur les trajectoires des exploitations reconstituées à partir d'enquêtes [Sébillotte, 1976 ; Capillon et Manichon, 1979]. Dans cette filiation, sont élaborées des typologies sur la base de diagnostics de systèmes agraires, des « combinaisons caractéristiques d'un milieu cultivé, d'instruments de production, d'un mode d'artificialisation du milieu qui en résulte, d'une division sociale du travail entre agriculture et autres secteurs, de rapports d'échanges, de propriété et de force, et de l'ensemble des idées et des institutions qui permettent d'assurer la reproduction sociale » [Mazoyer, 1987].

Les courants institutionnalistes évoqués *supra* pour leur proximité avec le courant des Economistes Ruraux Africanistes Français (ERAF), mais aussi les courants néo-institutionnalistes, sont quant à eux progressivement mobilisés par la recherche en Europe, afin d'appréhender une économie agricole et rurale élargie. Ces prolongements permettent de préciser le lien entre les unités de production agricole entre elles et avec leur environnement naturel, social, économique et politique à travers les règles, les normes, les organisations et l'action collective. Nous citerons seulement trois exemples significatifs : la prise en compte de l'action collective, l'analyse des communs et les apports de l'école des coûts de transaction.

La compréhension de l'action collective est un moyen de dépasser le seul cadre individuel de l'unité de production afin de comprendre certaines dynamiques collectives à l'origine de profondes transformations agraires (modernisation agricole, représentation et défense des intérêts...). Dans cette perspective, les apports d'auteurs se situant en référence à Commons [1934] qui qualifie l'action collective comme une « libération et expansion de l'action individuelle », sont essentiels. Les récents Prix Nobel d'économie d'Ostrom et de Williamson nous incitent à porter attention aux règles et modes de coordination dans deux domaines essentiels pour raisonner la durabilité des systèmes agricoles. Ostrom [1992] et le courant de l'International Association for the Study of the Commons

(IASC) montrent l'importance des règles élaborées et appliquées par les communautés qui se dotent elles mêmes des institutions pour les faire respecter. Williamson et le courant néo institutionnaliste montrent que la transaction marchande ne peut se limiter à l'abstraction de la rencontre d'une offre et d'une demande en un lieu magique appelé « marché ». Les relations qui se tissent autour de la transaction ont un coût (recherche d'information, élimination des incertitudes, création de la confiance) et ces transactions elles mêmes sont régulées par des institutions de marché. Et si l'on considère qu'une des finalités de l'agriculture est de mettre des biens et services sur les marchés, comment, dans le prolongement des travaux de Polanyi, traiter des dimensions non marchandes des activités agricoles qui sont consubstantielles de ses dimensions marchandes, qui concourent à expliquer le fonctionnement et la pérennité de systèmes productifs [Groupe Polanyi, 2008] ? Ces courants permettent de penser « l'immatériel » qui se situe au-delà de l'échelle de l'exploitation agricole, mais qui s'incarne dans des organisations, des institutions qui façonnent les marges de manœuvre des exploitations familiales.

Médiatisée par son appropriation par différents *think-tanks* (*Institute of Development Studies, Overseas Development Institute*) et par la coopération britannique, la notion de *livelihoods*¹¹ permet le développement d'approches renouvelées des formes de production agricole. Le cadre « *Sustainable Rural Livelihoods* » (SRL) entend aborder le fonctionnement des groupes domestiques dans toutes leurs dimensions, intégrant la pluriactivité, la durabilité et les aspects non marchands [Chambers et Conway 1991]. L'approche, souvent jugée englobante et difficile à mettre concrètement en œuvre [Farrington et al., 1999], rompt avec l'entrée par les pratiques technico-économiques, pour se recentrer sur les dotations en capitaux des groupes domestiques qui bornent les stratégies de *fonctionnement*¹². Le non marchand est capté par la mesure du capital social et par une appréhension du bien-être empruntant aux travaux de Sen sur les *capabilities*¹³ [Sen, 2000] ; la durabilité est abordée par la mesure du capital naturel qui intègre son utilisation et sa reproduction dans la notion de performances, mais aussi par la capacité de résilience et de résistance aux pressions extérieures de la structure en capital [Scoones, 2009] ; une place est accordée à la dimension institutionnelle du développement, avec l'analyse des structures et des processus facilitant ou contraignant l'accès et la mobilisation des capitaux [Ellis, 2000].

La période récente, caractérisée par des crises alimentaires, environnementales et financières, voit émerger de nouvelles manières de voir les agricultures, notamment à l'échelle des unités élémentaires de production et dans les modalités de leur connexion aux territoires locaux et au monde. L'intrusion de capitaux financiers extérieurs au secteur (fonds de pension, fonds souverains, ou fonds spéculatifs), tendent à disjoindre les détenteurs de capitaux, ceux qui mobilisent les technologies et ceux qui disposent de droits sur la terre [Afrique Contemporaine, 2011]. Ce phénomène complexifie les logiques de différenciation des formes de production. Hervieu et Purseigle [2011] insistent ainsi sur l'émergence récente de nouvelles formes d'agricultures familiales : l'une « *spécialisée* segmentée et très professionnelle ; l'autre *sociétaire*, qui dissocie le travail agricole et le capital d'exploitation, de la gestion patrimoniale et foncière ». Ces mêmes auteurs estiment par ailleurs que l'agriculture de firme se diversifie également, selon le niveau de fragmentation et d'intervention publique dans ses formes capitalistiques, mais aussi que se développent des formes défensives d'agricultures, dites *de subsistance ou de relégation*. Ces

¹¹ Ce terme est à la fois difficile à définir (*the means of gaining a living* [Chambers, Conway 1991] ; *the activities, the assets, and the access that jointly determine the living gained by an individual or household* [Ellis, 2000]) et à traduire en français : l'expression *moyens d'existence* semble la plus utilisée.

¹² *Fonctionnings* dans le vocabulaire de Sen [2000] : manger suffisamment, être en bonne santé, être heureux, rester digne à ses propres yeux, prendre part à la vie de la communauté, etc. Le vecteur de ces *fonctionnings* combinaison d'états et d'actions, participe à la définition de l'accomplissement d'un individu.

¹³ Entendues comme les différentes combinaisons des opportunités et des champs du possible qui s'offrent à un individu ; la notion dépasse les *fonctionnings*, en incluant ce qui serait possible d'atteindre ou de faire.

dernières, issues notamment de la crise de l'emploi en occident, échappent en Europe aux cadres usuels de construction des politiques publiques et aux catégories d'analyses des ruralités.

Ce qui se passe dans le secteur agricole ne serait-il pas à repositionner dans une logique de plus en plus fortement marchande, fondée sur la mobilité croissante des différents capitaux dont la stratégie de rémunération serait rendue possible par ce processus de disjonction ? Ce que Petit [1975] n'envisageait pas alors ne serait-il pas en train de devenir réalité ? « Il est essentiel pour la survie de l'entreprise que ce profit soit positif quand ces facteurs de production sont mobiles, c'est-à-dire lorsqu'il est possible de leur assurer, éventuellement hors de l'entreprise, une rémunération égale au prix du marché. On conçoit qu'il puisse ne pas en être ainsi dans le cas de l'agriculture où la mobilité des facteurs de production est loin d'être parfaite ».

Ce parcours de la littérature sur une trame historique montre que les représentations des formes de la production agricole sont régulièrement mises à mal par les réalités et doivent être ajustées. Le soutien à des formes « industrielles » d'organisation de la production agricole à la fin du XIXème et au début du XXème siècle par le courant marxiste tend à rejeter dans l'ombre les formes paysannes ou familiales. Plus tard, durant les Trente Glorieuses, les observations, aux Nords puis aux Suds, se focalisent sur le processus de modernisation agricole. Les dynamiques de spécialisation et d'intensification sont survalorisées, au détriment de formes plus composites associant agriculture et autres activités rurales non agricoles, qui pourtant, historiquement et structurellement, constituent la norme. L'émergence dans les années 1990 de l'approche SLR¹⁴, pourrait alors correspondre à la reconnaissance que le modèle agricole spécialisé et intensifié – correspondant à l'aboutissement d'un processus de modernisation fortement soutenu par les pouvoirs publics - que l'expertise du Nord et les élites du Sud projetaient sur les ruralités et les agricultures des Suds, ne correspondaient pas et risquaient de ne jamais correspondre aux réalités des Suds. La période actuelle nous semble propice pour adapter et renouveler les outils de lecture des réalités agraires.

Dans ce qui suit nous argumenterons en quoi l'approche SRL nous semble adaptée pour prendre en compte et intégrer les dimensions apparues dans les différents travaux que nous venons d'évoquer : la pluriactivité, les dimensions non marchandes, la délocalisation des individus...En effet la prise en compte de ces dimensions ne cadre pas avec la conception dominante de l'agriculture des pays développés spécialisée et quasi exclusivement marchande. Mais la réalité aux Nords comme dans les Suds relève de logiques plus complexes, que le seul modèle de l'exploitation modernisée et spécialisée ne permet pas de décrire. Une observation objective des réalités agricole nous invite donc à reconsidérer nos « manières de voir » le secteur agricole et rural dans son ensemble.

¹⁴ Raisonné dans une perspective de lutte contre la pauvreté faisant référence à l'ensemble des activités développées par les ménages ruraux, qui ne reposent pas uniquement sur l'agriculture.

Une approche souple et intégratrice de représentation des formes familiales de la production agricole : l'approche par les *Sustainable Rural livelihoods*

L'approche SRL (*Sustainable Rural Livelihoods*) insiste sur les structures domestiques et les dotations en capital. Telle que brièvement présentée plus haut, elle apparaît, de par son caractère intégrateur, compatible avec nombre des approches mentionnées dans notre revue bibliographique. L'approche SRL et ses déclinaisons visent initialement, au niveau microéconomique, à construire un corpus méthodologique de mesure de la pauvreté rurale, susceptible de fournir des pistes pour l'action publique en matière de lutte contre la pauvreté. Elles partent des limites des cadres disponibles au début des années 1990, perçus comme focalisés sur la production de biens et de valeur marchands, négligeant la pluriactivité et adoptant des mesures restrictives du bien être.

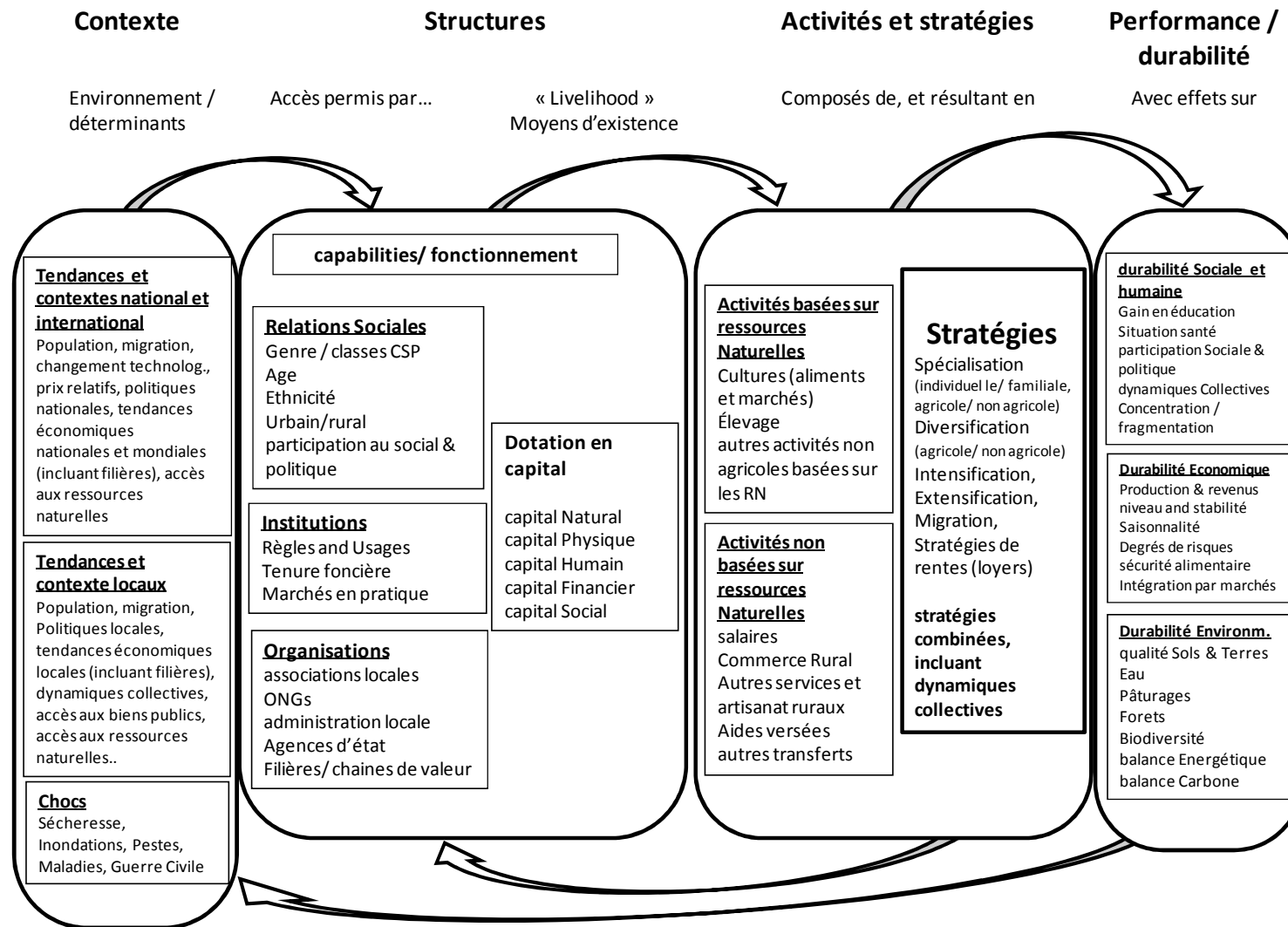
Dans sa formulation par Chambers et Conway [1991], l'approche s'articule autour de trois concepts. Les *capabilities* définissent les combinaisons de fonctionnements (*functionings*) qu'un individu peut mettre en œuvre, dépendant de ce que cet individu peut aspirer à faire ou à être (*doings* et *beings*) [Sen 2000] ; elles renvoient davantage à la liberté effective de choix et d'action des individus qu'à ce qu'ils possèdent réellement. L'équité n'est pas qu'une mesure relative de la distribution des revenus ; il convient de regarder la distribution des actifs possédés par les groupes domestiques, mais aussi, les opportunités qui s'offrent à eux, et leurs *capabilities*. La durabilité est entendue comme le maintien d'un niveau de vie qui n'altère pas les niveaux et la qualité des actifs, des opportunités et des *capabilities* domestiques.

Ces trois notions reposent sur la dotation de ces groupes en avoirs tangibles (faits de stocks et de ressources physiques) et intangibles (faits d'exigences, de prétentions et d'opportunités, de droits d'accès). Insister sur le caractère intangible de la dotation en avoirs permet de tenir compte de la dimension institutionnelle et de la part d'action collective dans la mobilisation et l'accès aux ressources et de la facilitation du fonctionnement marchand par les logiques non marchandes. Les avoirs définissent le résultat de stratégies d'accumulation (une fin), en même temps qu'ils facilitent leur maximisation (un ensemble de moyens). Le modèle identifie cinq grandes catégories de capitaux : naturel, physique, humain, financier et social¹⁵. Les contours puis la mesure de ces différents capitaux (et en particuliers le capital social et humain) sont objets de controverses et obligent à des arbitrages. Dans notre conception, les salariés sont intégrés dans le capital humain, nous admettons que certaines pratiques d'élevage sont assimilables à de l'épargne, et nous inscrivons la terre dans le capital naturel.

L'approche SRL a été beaucoup mobilisée pour l'évaluation de projets et de politiques publiques [Farrington et al, 1999], pour affiner, formaliser et quantifier les approches typologiques intégrant pluriactivité et non marchand [Leege, 2003] et pour analyser la viabilité et la pauvreté [Bebbington, 1999] ; il importe de préciser les adaptations nécessaires à sa mobilisation dans une perspective compréhensive plus globale des dynamiques d'éclatement des formes d'agriculture familiale.

¹⁵ Le capital humain et le capital social ont des dimensions tangibles et intangibles.

Figure 1 : Aperçu synthétique de l'approche SRL (d'après Ellis 2000)



Les tendances d'évolution et les contextes internationaux et locaux expliquent en partie les différentes formes de production. Celles-ci sont aussi façonnées par les dotations globales en capitaux des groupes domestiques et unités de production, et par les éléments de l'environnement immédiat bloquant et/ou facilitant l'accès à ces capitaux (*capabilities* et *functionings*). La mobilisation effective de combinaisons spécifiques de capitaux et sa traduction en forme de production, autorisent la mise en œuvre de stratégies reposant sur le déploiement et l'articulation d'activités agricoles et non agricoles. Les performances des formes de production et leurs conséquences économiques, sociales et environnementales, peuvent être ainsi évaluées à plusieurs niveaux d'observation au regard des enjeux de durabilité. Ces performances peuvent être extrapolées à l'échelle de territoires pertinents (dépendant des configurations locales), puis confrontées aux forces extérieures œuvrant à leur évolution.

Nous ne cherchons pas ici à valider la dimension systémique et les enchaînements logiques que l'approche sous-tend. Nous pensons cependant que les principes méthodologiques guidant l'analyse des structures domestiques (les deux cadres centraux de la figure 1), sont utiles à notre argumentaire. La mesure et la qualification des dotations en capitaux et des conditions de leur accès apparaissent en effet comme des éléments importants de la représentation de la diversité des formes de production agricole. Par ailleurs, nous élargissons l'approche en considérant spécifiquement les capitaux mobilisés en dehors de l'agriculture, et surtout en précisant et en qualifiant le caractère familial ou non de la gestion des différents capitaux. Ces élargissements permettent d'intégrer la pluriactivité et les mobilités à la représentation des formes de production.

La méthode de représentation est appliquée de la même façon à des formes de production contrastées, dans des contextes différents. Il s'agit d'assurer la comparaison entre ces formes, non pas en termes de performance, mais bien en termes de structure et de stratégie, de production agricole et plus largement de reproduction. Nous faisons l'hypothèse d'un continuum entre les deux idéaux types de l'exploitation paysanne et de l'entreprise agricole [Lamarche, 1991]. La méthode présentée ici doit permettre de positionner chaque forme de production sur ce continuum.

Représenter la diversité des formes familiales de la production agricole : études de cas

Nous proposons maintenant d'examiner comment l'approche SRL ainsi élargie permet de décrire des formes familiales de l'agriculture contrastées et illustrant une réalité multi-facette, diverse et complexe. Six études de cas sont présentées, que nous pensons illustratives de certaines évolutions structurantes et suffisamment éloignées pour montrer le caractère intégrateur du cadre conceptuel.

Ces études de cas concernent des formes d'agriculture familiale rencontrées dans différents pays. Mais ces cas ne constituent que des segments, isolés sur des critères stratégiques (France, Brésil, Afrique du Sud), communautaires (Nouvelle-Calédonie) ou géographiques (Mali, Viêt-Nâm), de l'extrême diversité nationale ; ils ne représentent en rien la totalité des agricultures familiales de leur pays respectif.

Maintien d'une agriculture paysanne avec une faible contribution économique apparente : l'agriculture identitaire kanak en Nouvelle-Calédonie

La Nouvelle-Calédonie est marquée par une trajectoire agricole duale. Cet archipel peuplé de 250 000 habitants, est annexé par la France en 1853 pour y installer un bagne (fermé dans les années 1930), pour y exploiter ses importantes ressources minières et pour y développer un colonat agricole basé sur l'exportation. La vocation agricole de la colonie s'avère rapidement surestimée, mais elle justifie un accaparement foncier par le cantonnement et la mise dans des réserves foncières des autochtones Kanak. Il faut attendre la fin des années 1980 et la résolution des luttes indépendantistes par un compromis garantissant l'émancipation du pays, pour qu'une réforme d'envergure rééquilibre les appropriations foncières entre Kanak et descendants de colons (les Caldoches). Ainsi, jusqu'à une période récente et malgré quelques avancées significatives mais dispersées, l'agriculture kanak, puisant dans des pratiques et savoirs millénaires, a été réduite à des logiques défensives et de survie, centrées sur les fonctions alimentaires et identitaires de la production agricole, dans des espaces confinés, à la marge des circuits économiques. A l'opposé, une agriculture caldoche a accaparé toutes les aides publiques dans une logique de modernisation, sur le modèle français sensiblement adapté aux conditions locales.

Si elles sont diverses, les agricultures kanak ont de nombreux traits communs [Gaillard, Sourisseau, 2009].

La terre, rarement irriguée, est coutumièrement « appropriée » selon un faisceau de droits ancestraux, partiellement formalisé dans le cadre de la réforme foncière initiée depuis les années 1980. La réforme restitue en effet aux clans kanak, au nom d'un lien à la terre dûment démontré, des terres auparavant appropriées par des caldoches, dès lors reversées dans le domaine des terres « coutumières ». La terre porte ainsi une forte charge symbolique et politique, en marquant le lien avec les origines des clans et en matérialisant les acquis de la lutte indépendantiste. Ainsi le capital naturel comporte une dimension non marchande primordiale.

Le travail est essentiellement manuel, fourni par le groupe domestique. Il constitue le principal coût de production (non financiarisé) d'itinéraires techniques requérant peu d'intrants achetés. La qualité des infrastructures et des systèmes de santé et d'éducation garantis par ailleurs depuis 20 ans, un niveau de capital humain élevé aux groupes domestiques kanak.

Les systèmes de culture, organisés autour d'une base de tubercules tropicaux, sont diversifiés tant en espèces qu'en variétés. La finesse des savoir-faire, issue d'une longue adaptation à des parcelles de piètres qualités à l'intérieur des réserves issues du cantonnement, tendrait à s'estomper au profit

d'une simplification des pratiques. Il n'en reste pas moins que le capital social agricole, axé sur l'appartenance communautaire à l'échelle de la tribu et des clans (famille élargie) reste déterminant dans le processus de production. Il permet la circulation des variétés et des innovations, en même temps qu'il sécurise l'accès à la terre.

Les capitaux physique et financier sont peu importants, mais rarement mutualisés ou externalisés. Les ventes sont rares et circonscrites à des circuits courts dans lesquels l'interconnaissance apparaît plus déterminante que les relations commerciales contractuelles.

Ces agricultures connaissent, encore à la marge, des évolutions se traduisant par une baisse de la diversité des variétés, le recours à de la petite irrigation, à la motorisation légère et à des innovations diminuant la pénibilité du travail. Pour autant, la structure et l'intégration domestique des capitaux supports de l'activité leur confère indéniablement un caractère paysan au sens de Mendras [1976]. Une différence fondamentale avec l'idéal-type paysan renvoie à la forte connexion du groupe domestique avec la société globale à travers le salariat dont la part dans les revenus totaux est supérieure à 70% [Bouard, Sourisseau, 2010]. Ainsi le capital humain est fortement mobilisé en dehors de l'agriculture.

Les statistiques agricoles tendent à minimiser les quantités que produisent les agricultures kanak et les dispositifs d'aide apparaissent peu adaptés pour les accompagner, d'autant que les perspectives économiques du secteur sont très en deçà des opportunités offertes par les mines et l'administration. Pourtant toutes les familles kanak résidant en dehors des villages de brousse et de Nouméa cultivent un champ, et si les parcelles sont petites, il serait abusif d'assimiler l'agriculture à un loisir ou de prédire sa disparition. Dans un contexte de fortes inégalités économiques, la part de l'autofourniture alimentaire dépasserait les 30% pour les ménages résidant en tribu, qui auraient des revenus 2,5 à 3 fois moindres que les ménages n'y résidant pas [ISEE, 2010]. Dans le même temps, la pratique agricole est toujours un préalable indispensable à la prise de parole et la reconnaissance dans les arènes politiques locales, et un élément de sécurité de systèmes d'activités complexes.

Résilience de grands groupes domestiques et d'agricultures « traditionnelles » dans un contexte de diversification par l'émigration : le Nord de la région de Kayes au Mali

Le Mali compte actuellement un peu moins de deux ruraux pour un urbain ; en 1961 ce rapport était de huit ruraux pour un urbain. Avec un fort taux de croissance démographique (3,6% par an entre 1998 et 2009), la population rurale continue d'augmenter. Dans ce contexte, 800 000 exploitations agricoles [CPS, 2008] font vivre 8,9 millions de personnes, soit 78% de la population malienne. Entre spécialisation sociale des métiers, gestion communautaire des ressources (dont le foncier), taille élevée des groupes domestiques, et disjonction des unités économiques, ces exploitations sont loin de l'idéal-type occidental. Toutefois, l'organisation sociale évolue avec une « appropriation » et une gestion du foncier au niveau des exploitations, la réduction des groupes d'entraide, l'éclatement des familles et la monétarisation croissante des échanges.

Dans la grande diversité des situations, les familles agricoles de la partie Nord de la région de Kayes développent des systèmes de production caractéristiques de la zone sahélienne. Les céréales sèches (mil et sorgho) occupent la majeure partie des superficies cultivées, combinées à l'arachide, le niébé, le riz et le maïs (si les familles ont accès à des terres irrigables). Les rendements sont faibles et sensibles à la pluviométrie. L'élevage, en grande partie transhumant, occupe une place importante. La culture est manuelle ou en traction animale. Le recours aux intrants est marginal ; les semences sont autoproduites ; la vente des produits est faible (moins de 20% du produit brut annuel agricole selon Samake et al. [2008]).

Dans cette région soumise à de forts aléas climatiques et dont les ressources naturelles sont fragiles et difficiles à valoriser, l'élevage, principal capital physique des familles, occupe une place importante et est l'un des éléments de différenciation entre les exploitations ; il est à la fois un lieu d'accumulation et de production. Le capital social, l'un des moteurs des stratégies des familles cherchant une reconnaissance sociale et des recours dans la communauté, a peu d'influence sur la production agricole marchande ; il y a peu d'organisations professionnelles facilitant l'accès aux marchés et impactant la production. La migration est une pratique très ancienne, elle a pris de l'ampleur au début du XXe siècle notamment vers le Sénégal pour cultiver l'arachide (migration courte). L'émigration vers la France a pris de l'importance au cours des années 1970 en notamment des mauvaises conditions climatiques et du besoin en main-d'œuvre de l'ancien pays colonisateur [Daum, 1993]. Les transferts de fonds des émigrés qui ont réussi font partie intégrante des ressources du groupe familial pour la consommation, mais aussi l'investissement ou la diversification des activités économiques. Ainsi, le capital financier, déterminant dans ce contexte de pauvreté, dépend en grande partie de l'émigration, et donc des dotations en capital humain.

Les départs en migration de travail font donc partie des stratégies développées par les chefs d'exploitation familiale [Azam et Gubert, 2006]. Pour les migrations de longue durée vers l'Europe par exemple, les fonds nécessaires sont souvent prélevés sur les revenus et le capital de l'exploitation agricole. Toutefois, le départ d'un membre de la famille est une option risquée. L'exploitation se prive d'un actif¹⁶ et la réussite est loin d'être systématique à cause des difficultés géopolitiques et économiques actuelles. Par ailleurs, le départ en migration longue durée ne correspond pas à l'exclusion du migrant de l'exploitation ; celui qui part reste membre à part entière du groupe domestique, et s'il rentre, y retrouve pleinement sa place.

Dans une étude récente, Samaké et al. [2008] montrent que les exploitations du cercle de Diéma dans la région de Kayes sont composées en moyenne de plus de 21 personnes, dont deux émigrés de longue durée par famille, l'un d'eux envoyant régulièrement des fonds. L'émigration apparaît comme un facteur de maintien des grandes structures démographiques. Les groupes domestiques avec migrants conservent un nombre d'actifs important pour minimiser les risques. Les exploitations dégagent de faibles revenus en moyenne, mais celles ayant des migrants s'en sortent mieux : le quintile des exploitations les plus pauvres est celui où il n'y a pas d'émigré. A l'inverse, 20% des exploitations les mieux loties ont en moyenne plus de 60% du revenu constitués par des transferts en provenance d'émigrés.

La mobilisation du capital humain en dehors du cadre domestique permet d'améliorer, en cas de réussite de l'émigration, les revenus de l'exploitation familiale. Toutefois, les taux de scolarisation et d'éducation restent faibles, et si le capital humain est déterminant de la différenciation structurelle des familles, il est surtout lié à la capacité à partir en migration.

Libéralisation et développement d'agricultures familiales diversifiées, performantes et intégrées au marché : la diversification dans le delta du Mékong au Viêt-Nam

La colonisation agraire du Viêt-Nam sous domination française a abouti à une forte polarisation foncière dans ce pays de tradition agricole ancienne. Après 30 ans de guerre, le pays a connu un épisode de collectivisation des facteurs de production et de contrôle étatique des filières. A partir de 1989, la libéralisation a entraîné des réformes qui se sont accompagnées d'une forte croissance de l'agriculture et d'un développement économique rapide.

Parmi les zones agricoles ayant profité de ces changements, le Delta du Mékong, principale zone rizicole du Viêt-Nam est caractérisé par son abondance en eau, un capital naturel crucial pour la

¹⁶ Ce qui est différent des migrations de courte durée qui, par exemple en saison sèche, permettent d'alléger le nombre de bouches à nourrir sur les stocks familiaux.

production, par un accès limité à des terres de qualité (écosystèmes fortement anthropisés, pression démographique élevée), et par un capital physique incluant des aménagements pour l'irrigation et le drainage et des équipements pour la motorisation qui ont été déterminants dans les processus de développement de la zone. L'accès à du matériel (motopompe, motoculteur) a notamment permis des gains de productivité du travail et l'intensification et la diversification des systèmes de production, sources d'accroissement des revenus et de développement agricole.

Dans ce contexte, lorsque les agriculteurs du Delta du Mekong ont retrouvé avec la libéralisation une sécurité foncière relative (droit d'usage pluriannuel et cessible), un usage individuel des terres redistribuées sur la base de la tenure existant avant la collectivisation, et un prix plus rémunérateur pour leur production agricole, ils ont pu consolider leurs activités de rizicole [Le Coq et Trebuil, 2005].

Néanmoins, une différenciation des exploitations familiales s'est alors rapidement opérée en fonction de la dotation foncière initiale (surface et type de terre), du capital financier, et du capital social. Ce dernier a été fortement marqué par les migrations vers les villes liées au développement de l'industrie manufacturière. Par ailleurs, avec le renforcement d'une classe urbaine plus aisée et l'ouverture des frontières, de nouvelles filières de produits frais (horticulture, produits animaux) se sont développées, offrant des possibilités de diversification plus rémunératrices que la riziculture.

Ainsi, certains agriculteurs ont mis en œuvre des stratégies d'extension foncière et de diversification voire spécialisation vers ces filières plus rentables [Le Coq et Trebuil, 2005]. Ces producteurs, caractérisés par un capital foncier limité (moins de 3 ha), un capital physique croissant (motorisation, et aménagement de parcelles), un capital humain relativement élevé du fait de l'effort d'alphabétisation, et parfois un capital social important (organisations de producteurs) [Yamazaki et al, 2001] ont su mobiliser les acquis de la révolution verte [Le Coq et al, 2004] et diversifier leurs productions agricoles avec des performances technico-économiques élevées, permettant au Viêt-Nam de devenir d'un des principaux exportateurs de riz et de produits agricoles au monde.

Restructurations des filières et déstructuration de l'agriculture familiale : exemples des « partenariats stratégiques » en Afrique du Sud

Dix-sept ans après la fin de l'apartheid, l'agriculture en Afrique du Sud est toujours fortement duale. D'un côté, 40 000 grandes exploitations « commerciales », sur des terres privées, ont des performances élevées grâce auxquelles elles contrôlent les marchés. De l'autre, 300 à 400 000 « petites » exploitations et 4 millions de micro-exploitations « de subsistance » [DAFF, 2010], marginalisées pendant l'apartheid, génèrent une production agricole limitée et sont incapables de se maintenir sans sources de revenus extra-agricoles [Eastwood et al, 2006 ; Anseeuw, 2004]. Les réformes postapartheid, intervenant principalement dans la dotation en capital naturel (réforme foncière – restitution, redistribution et réforme de la tenure), ont peu contribué à effacer les contrastes : moins de 6% des terres anciennement blanches ont été redistribués [Anseeuw et Mathebula, 2008] et les petits agriculteurs noirs ont toujours peu accès à l'eau et aux périmètres irrigués. Dans les zones d'agriculture non-blanche, la tenure reste incertaine, avec une gestion des terres essentiellement communale.

Toutefois, récemment, dans ce contexte d'échec de réforme et de réorientation politique vers de nouveaux modèles de développement, ces agricultures se recomposent ; leurs dotations en capitaux évoluent, ainsi que leurs modes d'accès, de gestion et de contrôle de ces capitaux. Dans le cadre de la politique de discrimination positive mise en place par le gouvernement actuel, des « partenariats stratégiques »¹⁷ ont en effet vu le jour pour stimuler la petite agriculture noire. Ces « partenariats » correspondent à des alliances contractualisées, incluant bénéficiaires de la réforme foncière, agro-

¹⁷ Dénomination officielle par le gouvernement sud-africain.

industrie privée, et gouvernement [Derman et al, 2006 ; Davis et Lahiff, 2011]. D'une part, l'agro-industrie contrôle la gestion de la production et de la commercialisation selon une logique de maximisation de la rentabilité commerciale, de performance et de minimisation des coûts de transaction. L'agroindustriel gère donc la production, directement ou indirectement, totalement ou partiellement, à l'échelle d'une unité de grande taille (les parcelles des bénéficiaires sont assimilées à une seule unité de production semblable à une exploitation « commerciale » de grande taille). Le capital financier est principalement apporté par l'agroindustriel (et peut être complété par des soutiens publics) [Fréguin-Gresh et Anseeuw, 2012]. Les capitaux naturel et humain sont mis à disposition de l'agroindustriel contre un accès préférentiel aux emplois salariés offerts par l'entreprise. Pour sa part, en plus d'aider les agro-industries et les bénéficiaires de la réforme foncière à établir ces « partenariats » par la médiation, le gouvernement participe à la dotation en capital physique des petits agriculteurs noirs (infrastructures de base, équipements agricoles pour la production et le stockage) et en capital humain (formations, renforcements de capacités). Pour renforcer un capital social sapé par les années de discrimination, les petits producteurs sont invités - parfois contraints - à se regrouper en coopératives, mais qui sont plus souvent sources de conflits que d'action collective.

Ces « partenariats stratégiques » semblent renforcer la prolétarianisation des petits agriculteurs noirs, qui n'ont pu profiter des réformes postapartheid et dont le rôle est d'autant plus marginalisé que les marchés, exigeants en termes de normes et standards, tendent à les exclure des filières les plus rémunératrices. Cette forme d'agriculture contractuelle repose sur le dogme, non questionné, du modèle dominant de l'entrepreneuriat agricole à grande échelle, dont les performances reposent sur la rentabilité commerciale et non l'efficacité économique et l'équité sociale. Cette situation subordonne en effet les petits agriculteurs aux agro-industries dans des processus nouveaux d'intégration verticale. Ces derniers modifient en profondeur les représentations qu'ont les producteurs de l'activité agricole proprement dite [Anseeuw et al., 2011] et conduisent à de nouveaux processus de déstructuration de l'agriculture familiale sud-africaine.

Emergence de formes sociétaires mutualisant les capitaux et décentrant le rôle de la famille : exemples en France

Depuis les « Trente glorieuses », les performances de l'agriculture en France se sont fortement améliorées du point de vue des volumes et de la valeur des productions. De pays déficitaire au plan alimentaire au sortir de la seconde guerre mondiale, la France fait désormais partie des premières puissances agricoles. La période la plus récente de cette transformation semble témoigner de modifications dans l'appréhension familiale de la production [La Documentation française, 2007].

D'une part, l'augmentation de la productivité agricole française s'accompagne paradoxalement d'une certaine généralisation de la pluriactivité. Pour les exploitations qui font le choix de la diversification, le renforcement des compétences des agriculteurs concerne aussi les activités non agricoles. Dans bien des cas, le capital humain est ainsi majoritairement mobilisé hors de l'agriculture, l'actif principal pouvant même travailler à mi-temps sur son exploitation. Le niveau de formation des actifs agricoles a aussi augmenté en raison des exigences accrues dès l'installation des jeunes, grâce aux formations continues et avec la pénétration dans l'agriculture d'actifs issus d'autres secteurs de l'économie.

D'autre part, d'importantes restructurations ont eu lieu et se sont traduites par l'émergence de formes sociétaires de la production qui représentent actuellement le quart des exploitations recensées (137 500 en 2005). Dans ces formes, la gestion des capitaux s'autonomise du groupe domestique : le capital physique est mis en commun (en totalité ou partiellement) et le capital humain est affecté sur la base d'une spécialisation et d'une technicité accrues par rapport aux tâches à effectuer.

Ces formes permettent de mutualiser les coûts entraînés par le recours au salariat extérieur qui vient satisfaire les besoins en travail sur l'exploitation et qui permet le renforcement d'un mode de vie calquée sur les rythmes urbains, par délégation des tâches considérées comme relevant d'astreintes peu compatibles avec les vies familiales. Dans certains cas, il est même possible d'observer la délocalisation du domicile par rapport à l'exploitation : l'agriculture comme mode de vie tend à laisser la place à l'agriculture comme métier avec des horaires et un rapport au travail qui se rapprochent des autres secteurs de l'économie.

Le capital naturel peut se trouver sensiblement amélioré – au moins sur un plan théorique - par la mutualisation des capitaux qui peut permettre une mise aux normes environnementales plus aisée sur les plans techniques et économiques. Les capitaux financiers peuvent s'accroître grâce aux économies d'échelle permises par une meilleure rationalisation du travail, mais leur gestion demeure toutefois proche des cellules familiales respectives.

Les formes sociétaires de la production sont désormais « accompagnées » par des mesures légales à travers la Loi d'Orientation Agricole de 2005-2006, qui remet en cause le caractère unique du modèle de l'exploitation familiale.

Dimensions entrepreneuriales de l'agriculture familiale : l'agriculture patronale au Brésil

L'agriculture au Brésil est duale et oppose des formes entrepreneuriales de la production (800 000 unités de production), exploitant l'essentiel du foncier, fortement insérées dans les échanges internationaux et des formes familiales, plus nombreuses (4,4 millions d'unités), tournées vers le marché domestique et l'autoconsommation, exploitant seulement 24% des terres. Cette dualité est le produit d'un processus historique marqué par la centralité d'une agriculture d'exportation dans la formation socio-économique du pays et la persistance de l'héritage d'un modèle colonial fondé sur l'économie de plantation, l'esclavagisme et le patrimonialisme. Ainsi, l'agriculture familiale brésilienne s'est développée dans les interstices géographiques, sociaux et économiques de l'agriculture d'exportation et a été contrainte par des règles foncières et salariales qui lui étaient défavorables [Baudel Wanderley, 2009]. Aujourd'hui, les formes familiales de la production sont extrêmement diverses et reflètent une large gamme de combinaisons de capitaux naturel, physique, humain, financier et social, résultant du contexte naturel et économique et de l'histoire agraire. Parmi ces différentes combinaisons figure l'agriculture patronale.

Cette agriculture patronale résulte assez largement des mouvements migratoires européens, essentiellement italiens et allemands, à la fin du XIXe siècle. Elle s'est développée dans les Etats du sud du Brésil et a échappé assez largement au référent colonial. Contrairement aux autres modalités des agricultures familiales, ce type d'agriculture a profité du processus de modernisation agricole de la seconde moitié du XXe siècle et a fortement contribué à l'extension de la frontière agricole, en se transformant parfois en agriculture entrepreneuriale dans les terres vierges de l'ouest (Cerrados) et du Nord (Amazonie) [Cazella et al., 2009].

L'agriculture patronale est le produit d'un processus d'accumulation en capitaux au cours de plusieurs générations. La terre est en propriété privée, transmise par héritage, ou acquise en jouant, dans le cadre de migration générationnelle, sur le différentiel de prix du foncier entre frontière agricole et zones de départ. Le recours à l'irrigation et à la mécanisation lourde est courant [Zanoni et Lamarche, 2001].

Les systèmes de culture, mobilisant intrants agricoles, variétés à haut rendements et OGM, sont souvent organisés autour d'une ou deux plantes pivots, caractéristiques du bassin de production : canne à sucre et production fruitière (orange) dans la région de São Paulo, soja dans le sud, l'ouest et en Amazonie, cacao en Amazonie, café dans la région Sud-est, mais aussi les productions animales

intégrées à l'agro-industrie dans le sud. Les cultures alimentaires sont réduites par rapport aux formes familiales de production les plus répandues et se résument à un simple jardin. On observe fréquemment la disparition des vergers, des cultures alimentaires (riz, manioc, haricot) et des petits élevages.

Dans les zones du Sud et du Sud-est du pays, la pluriactivité est fréquente de même que le double-emploi au sein du ménage, l'épouse ayant souvent une activité hors agriculture. Les enfants poursuivent souvent des études ou s'insèrent dans d'autres secteurs d'activités. Dans la région de São Paulo, il est courant que les ménages aient une double résidence sur l'exploitation et en ville. Le recours au salariat extérieur, surtout temporaire, est la règle. Fortement insérés dans les circuits marchands, ces agriculteurs recourent fréquemment aux services techniques privés fournis par les entreprises d'aval ou les organisations auxquelles ils sont affiliés.

Dans le Rio Grande do Sul, où ce type d'agriculture structure des territoires économiques cohérents, les agriculteurs sont insérés dans un tissu coopératif dense touchant l'approvisionnement, la commercialisation et la transformation des produits mais également le crédit, la gestion de l'eau. Ce mouvement de structuration territoriale est encore renforcé par l'existence d'universités agricoles communautaires privées, qui forment les professionnels de l'agriculture et les élites agricoles. Il bénéficie d'excellents relais dans le monde syndical et politique, ce qui lui a permis d'être l'un des principaux initiateurs de l'émergence de l'agriculture familiale en tant que secteur sociopolitique et de participer activement à la construction de politiques différenciées, au niveau fédéral, spécifiques au sous secteur familial, telle que, notamment, dans le domaine du crédit rural (programme national de renforcement de l'agriculture familiale) ou encore de l'assurance agricole (Assurance de l'agriculture familiale).

L'agriculture patronale se trouve ainsi à l'interface de l'agriculture familiale et de l'agriculture entrepreneuriale. Sa transformation s'est opérée par la combinaison d'une capitalisation financière permise par le crédit rural - bancaire ou coopératif – avec le développement du capital social agissant aux différents niveaux de gouvernance : le bassin de production, l'Etat fédéré et l'Etat fédéral. Le capital humain a évolué, les liens familiaux se sont transformés avec la moindre implication des actifs familiaux dans la production agricole et la diversification rurale des activités. Le capital naturel s'est globalement conservé compte tenu de l'absence d'une dégradation manifeste du sol et de la disponibilité en eau.

Représenter la diversité des formes de la production agricole : vers un cadre conceptuel ?

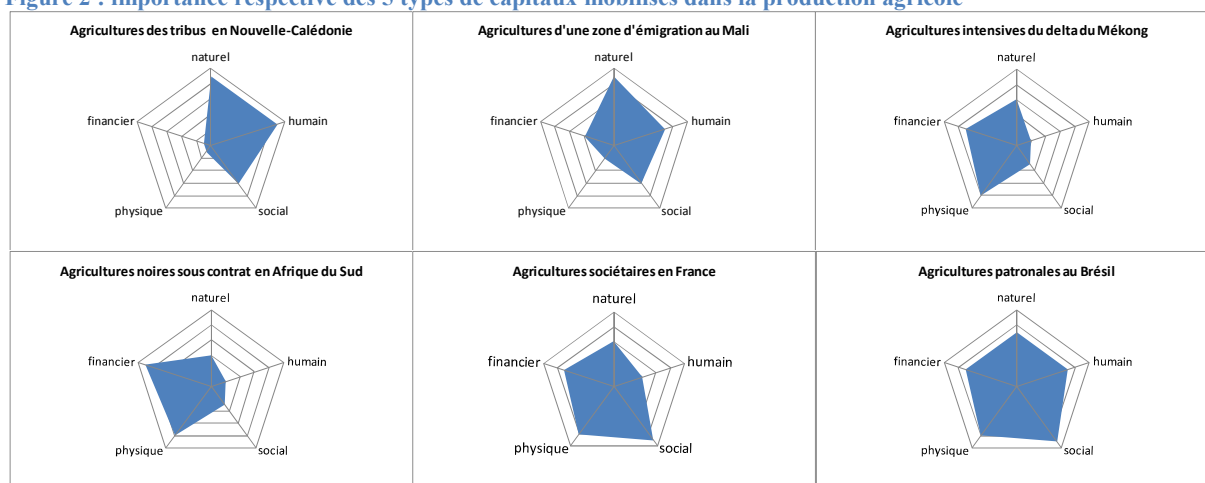
Dans cette dernière partie, nous cherchons à positionner les six formes d'agriculture brièvement décrites¹⁸, dans la gamme des configurations possibles de la dialectique entre unité de production et unité sociale, entre exploitation paysanne et entreprise (cf. supra et [Lamarche 1991]). Il s'agit d'ébaucher la formalisation d'une méthode de représentation, permettant de juger, sur des critères robustes et applicables à toutes les situations, de la distance des formes observées par rapport aux idéaux types décrits dans la littérature. Cette méthode - que nous testons et proposons au débat à travers ce document de travail - s'appuie sur des représentations synthétiques et multidimensionnelles, inspirées de l'approche SRL.

La représentation des combinaisons des capitaux mobilisés pour l'agriculture

Les combinaisons de capitaux mobilisés pour l'agriculture (dans la pleine logique l'approche SRL) illustrent et expliquent les structures et pratiques de production agricole et d'utilisation des produits. Elles définissent des formes plus ou moins intensives en travail ou en capital physique, plus ou moins intégrées aux différents marchés, faisant plus ou moins appel à des coordinations non marchandes. L'exploitation paysanne, principalement tournée vers l'alimentation du groupe domestique, reposant sur une conception identitaire de l'agriculture, est surtout dotée en capitaux naturel, humain et dans une moindre mesure physique. L'idéal-type de l'entreprise, forme de production cherchant à maximiser les ventes et les rendements, s'appuie sur des dotations importantes en capitaux financier, physique humain (en termes de travail salarié extérieur), et social (réseaux professionnels et institutionnels).

Les différentes combinaisons sont représentées par un schéma en étoile donnant les poids relatifs (via un système subjectif de notation allant de 1 à 10) attribués à chaque type de capital « agricole », indépendamment de sa valeur absolue. Les trois études de cas témoignent de situations contrastées.

Figure 2 : importance respective des 5 types de capitaux mobilisés dans la production agricole



Par définition, les graphiques ne rendent compte qu'indirectement et de façon relative aux autres capitaux, des valeurs des dotations en capital financier et physique. Ces dernières sont très faibles en valeur en Nouvelle-Calédonie et au Mali (peu d'équipement et d'infrastructures, peu opportunités ou des difficultés à mobiliser des ressources financières), contre des niveaux intermédiaires au Viêt-Nam

¹⁸ Rappelons que ces formes d'agriculture sont des cas particuliers, choisis parmi d'autres à l'intérieur de situations nationales, mais qu'elles ne représentent pas l'ensemble des formes rencontrées dans chaque pays.

et en Afrique du Sud (équipements et infrastructures apportées par le gouvernement ou par des agroindustriels, mais des difficultés à accéder à des ressources financières notamment auprès des banques privées qui demandent d'importantes garanties, hors de portée des petits agriculteurs), et élevés en France (du fait de formes professionnalisées et sociétaires et donc de mise en commun), et au Brésil (où l'on se situe aux frontières de l'agriculture d'entreprise).

L'agriculture kanak de Nouvelle Calédonie se fonde essentiellement sur la mobilisation des capitaux naturel et humain, qui dominent largement sur les faibles investissements physiques ou financiers. Outre l'importance de la terre et de la valeur symbolique de l'acte de production dans la relation entre l'homme et la nature, ce sont surtout les ressources humaines du groupe domestique qui contribuent au produit, avec un recours possible au capital social dans l'environnement proche sous forme d'entraide. Il est dès lors logique que la production soit principalement destinée à la consommation familiale et aux échanges non marchands (incluant la reconnaissance sociale des familles productrices).

Dans l'étude de cas malienne les capacités de production reposent sur les capacités des producteurs à tirer parti de ressources naturelles fragiles, sous fortes contraintes édapho-climatiques ; le travail familial et les connaissances empiriques (capital humain) et le capital social revêtent une grande importance. Toutefois, la pondération pour ces deux types de capitaux est relativement moins élevée à cause des migrations.

A l'opposé du cas calédonien, la situation décrite au Viêt-Nam montre un exemple d'intensification agricole « classique ». Cette intensification requiert des capitaux physiques (intrants, matériel) et financiers (crédit) avec un certain degré de « consommation » du capital naturel, la protection des ressources naturelles ne constituant pas une préoccupation forte des producteurs engagés dans ces processus qui marquent également une forte intégration au marché des produits.

Dans le même ordre d'idée, le cas sud africain illustre le développement d'une intégration verticale de la production familiale par une agro industrie faisant essentiellement appel à du capital physique et financier dans une perspective de développement de productions marchandes, sur la base d'un modèle entrepreneurial ayant fait ses preuves en termes de maximisation du taux de profit et de la mobilisation des aides publiques dans le cadre de la politique de discrimination positive en faveur de la petite agriculture noire.

En France, le capital humain tend vers un moindre investissement dans l'agriculture, en même temps qu'il s'organise progressivement sur une base plus proche d'un type salarial¹⁹. Les formes sociétaires sont – au moins sur un plan théorique du fait des économies d'échelle - certainement plus aptes à gérer le rapport à l'environnement par mutualisation des efforts de mise aux normes et de changement des pratiques et mobilisent donc moins le capital naturel (moindre dégradation). Elles se rapprochent plutôt de logiques hybrides entre entreprises, coopératives ou associations, qui reposent pour beaucoup et tendent à renforcer le capital social dans des logiques sectorielles et professionnelles. Toutefois cette agriculture relève aussi d'une logique non marchande du fait de la cohérence et de la durée des actions collectives qui ont abouti à la mobilisation de soutiens publics nationaux et européens.

Enfin, les formes familiales patronales du Brésil mobilisent fortement les capitaux physique et financier pour mettre en place une agriculture bien insérée dans les circuits marchands, mais dont les performances résultent aussi de la dotation et de la mobilisation d'un capital social visant à jouer

¹⁹ Même si ici nous forçons un peu le trait pour des raisons méthodologiques, il n'est pas rare d'entendre les nouvelles générations d'agriculteurs aspirer à un mode de vie plus en phase avec celui des salariés (cela n'est pas nouveau) et qui le mettent en pratique (cela est plus nouveau).

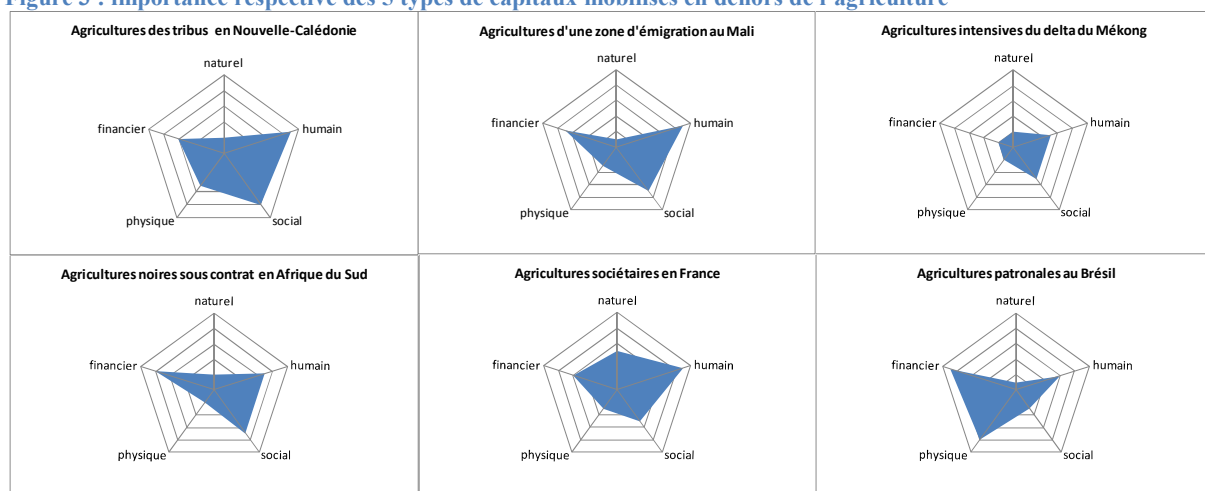
favorablement sur son environnement économique mais aussi sur son environnement politique et institutionnel (formation, soutiens publics, directs et indirects).

La représentation des combinaisons de capitaux mobilisés en dehors de l'agriculture

Dans un deuxième temps, nous représentons, pour chaque situation et selon le même principe arbitraire de mesure relative, les capitaux mobilisés hors de l'agriculture. Il s'agit surtout d'illustrer le poids de la pluriactivité et des mobilités. Ces dimensions entrent dans la caractérisation usuelle des idéaux types de la littérature en tant que variables de contexte, et surtout pour juger des pratiques agricoles ; nous les intégrons ici pleinement dans la représentation des stratégies, parce qu'elles en sont un ressort essentiel et parce qu'elles expliquent aussi la diversité des formes familiales de production.

L'idéal type paysan n'est pas mobile et se consacre principalement à l'agriculture. Nous postulons cependant que son appartenance à sa communauté locale est peu altérée s'il mobilise travail et capital social hors de l'agriculture, en se restreignant à des activités non marchandes dans cette communauté. De la même façon, la mobilité dans des réseaux familiaux élargis (même à longue distance), reproduisant dans un ailleurs la logique communautaire, ne rompt pas avec le caractère paysan. L'idéal type entrepreneur est spécialisé, mais s'il est pluriactif ou mobile, il mobilisera préférentiellement capitaux physique et financier pour s'assurer la maximisation de la rentabilité commerciale reproduisant l'intensité capitaliste de la production agricole.

Figure 3 : importance respective des 5 types de capitaux mobilisés en dehors de l'agriculture



Selon les mêmes principes que pour les capitaux « agricoles », les différentes combinaisons de capitaux « non agricoles » mesurent ainsi la nature du décentrage des stratégies domestiques par rapport à l'activité agricole, par la pluriactivité et/ou la mobilité. On note également des différences en termes de valeur globale estimée des capitaux physiques et financiers.

Les situations maliennes et vietnamiennes offrent les valeurs les plus faibles. Le cas sud-africain est intermédiaire : en effet, les petits agriculteurs ne sont pas spécialisés dans la production agricole, voire deviennent salariés de l'entreprise agro-industrielle qui intègre presque complètement tous les stades de la filière ; en termes de ressources financières, ces petits agriculteurs dépendent encore largement de sources de revenus extérieurs, en particulier les aides publiques sociales destinées aux ménages les plus pauvres. Dans la situation calédonienne, le développement d'un entrepreneuriat kanak est récent, et le salariat reste largement privilégié pour se diversifier. Les cas français et brésilien avec d'importants contrastes au sein de chaque situation, témoignent d'investissements physiques et financiers considérables hors de l'agriculture.

En Nouvelle Calédonie, les groupes domestiques kanak sont donc intégrés de manière privilégiée au marché du travail par le capital humain investi dans le salariat. Si la situation est, depuis deux décennies, globalement favorable, la recherche d'emplois passe aussi par le jeu des relations interpersonnelles, souvent facilitées par les liens familiaux. Pour autant, si le capital social est primordial pour la recherche d'un salaire, le poids des obligations envers son clan peut s'avérer pénalisant pour le développement d'activités d'entreprise, agricoles comme non agricoles [Godin 2009].

Au Mali les stratégies migratoires se fondent sur le capital humain (limité en termes d'éducation et de formation), le capital social et le capital financier qui sert à payer le coût de la migration.

Au Viêt-Nam en revanche, les différents capitaux se concentrent sur l'activité agricole (spécialisation ou diversification) avec un recours au salariat extra agricole pour les unités de production qui ne rentrent pas dans ces dynamiques.

En Afrique du Sud, les politiques d'inclusion des producteurs familiaux dans des dispositifs de « partenariats avec des agro industriels renforcent paradoxalement le recours au salariat (modèle de développement entrepreneurial des grandes exploitations commerciales blanches) et le développement sous contrainte de formes d'action collective.

En France, les formes sociétaires familiales reposent sur des stratégies de combinaisons de capitaux humain (par le travail), financier et social, mais en mobilisant le capital naturel par des activités en prolongement de l'activité agricole (accueil à la ferme et transformation).

Au Brésil, les agricultures patronales peuvent mobiliser une partie de leurs capitaux physique et financier dans des activités non agricoles ou investir dans le but de générer des rentes : commerce, artisanat, immobilier et autres formes de placements. Les groupes domestiques ont aussi accès à des activités salariées de l'un des membres, notamment dans des domaines d'emplois qualifiés, contrairement au Mali où les niveaux de formations sont un facteur limitant pour accéder à des emplois mieux rémunérés.

Il apparaît que c'est dans le cas du Brésil que les types de pluriactivités conduites jouent le moins sur les dynamiques agricoles proches de celles de l'entreprise. Dans les cas français et brésiliens, ils accompagnent une prise de distance par rapport à l'idéal type paysan en affectant fortement l'allocation des facteurs travail et capital social.

La représentation du caractère familial de la possession et de la gestion des différents types de capitaux mobilisés dans l'agriculture

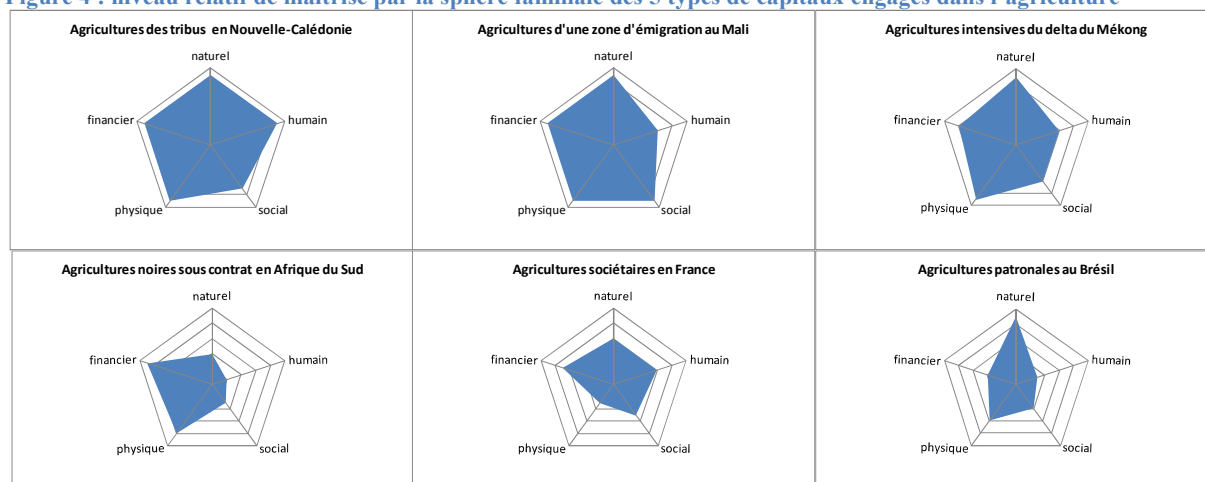
Enfin, l'appréhension du caractère familial de la possession et de la gestion des différents types de capitaux mobilisés dans l'agriculture est au cœur de notre élargissement du modèle SRL. Dans l'idéal type paysan les différents capitaux sont entièrement détenus et gérés par le groupe familial, en relative autarcie. Dans le cas de l'entreprise, tous les types de capitaux échappent à la gestion familiale et sont disponibles sur un marché ouvert et parfait.

Pour représenter ce caractère familial ou non, les graphiques en étoile accordent à chaque type de capital « agricole » une « note » allant de 1 si la famille est dépossédée de la gestion à 10 si la gestion exclusivement familiale.

L'agriculture de tribus kanak en Nouvelle Calédonie, essentiellement non marchande, repose sur une forte maîtrise du groupe familial sur l'ensemble des capitaux mobilisés en agriculture que ceux-ci soient importants (humain et naturel) ou non (financier et physique). Cette maîtrise a, nous l'avons vu, son pendant en termes de freins à une intégration marchande, la force des relations sociales

étant réparties entre ménage et groupes élargis (clans et tribus). Nous sommes typiquement dans le cadre d'une forme paysanne de production.

Figure 4 : niveau relatif de maîtrise par la sphère familiale des 5 types de capitaux engagés dans l'agriculture



Dans les zones d'émigration du Mali, le groupe domestique contrôle les capitaux mobilisés pour la production agricole. Les règles communautaires, notamment foncières, reconnaissent l'individu, mais la famille conserve l'appropriation et la gestion du capital travail et son caractère paysan. L'éloignement avec l'exploitation paysanne s'opère via les mobilités, mais aussi par un affaiblissement partiel du capital social agricole par son externalisation vers des associations se structurant parfois à grande échelle.

On retrouve une maîtrise forte de la famille sur l'ensemble des capitaux dans le cas du Viêt-Nam avec un recours partiel à du capital social lié au développement des organisations de producteurs mais des niveaux très différents de capital physique et financier au contraire de la situation en Nouvelle Calédonie et au Mali.

Le cas sud africain montre un fort contraste dans la mesure où l'essentiel des capitaux physique et financier est hors de contrôle du groupe familial (apportés par l'agro industrie ou par les aides publiques), avec une maîtrise des familles encore incertaine sur le capital naturel et un capital social fortement marqué par la domination des acteurs extérieurs (groupements imposés par les pouvoirs publics et l'agro industrie).

Dans les formes sociétaires françaises, le groupe familial tend à s'effacer devant les exigences de la coordination des différents ateliers mis en œuvre. Cette coordination fragmente et externalise à des entités collectives le contrôle d'une partie de l'ensemble des capitaux (et en particulier le capitale physique), la maîtrise domestique étant réduite à l'atelier dont l'exploitant a la charge. On a donc des formes différenciées de coordination, à caractère paysan au niveau des ateliers, à caractère « coopératif » davantage normalisé sur le modèle de l'entreprise au niveau de l'ensemble de l'exploitation.

L'agriculture patronale brésilienne repose enfin sur une plus forte intégration aux marchés et cela se traduit par des capitaux financiers et physiques moins contrôlés par la famille, selon des règles échappant en grande partie aux arbitrages domestiques. Par ailleurs, ces exploitations ont recours au salariat et mobilise un capital social qui repose sur des relations sectorielles et professionnelles largement en dehors du cercle domestique. Ce qui rapproche le plus ces exploitations du modèle paysan est leur rapport au foncier, mais celui-ci peut rapidement s'y distendre et se recomposer dans des logiques marchandes externalisées, notamment en recourant à la location foncière.

Conclusion

La méthode de représentation proposée ici, adaptée de l'approche SRL, offre des schématisations simples et accessibles d'agricultures pourtant très différentes. Elle facilite ainsi les comparaisons et permet la mise en œuvre de diagnostics, d'observations et d'analyses originales à l'échelle des ménages ruraux et des exploitations agricoles.

L'effort de caractérisation et de pondération des différents indicateurs par type de capital joue comme un pense-bête, en invitant à tenir compte de tous les éléments constitutifs des capacités et des stratégies (agricoles ou non) des groupes domestiques. La qualification de tous les types de capitaux (y compris en différenciant les capitaux au sein des cinq grandes catégories isolées), apparaît en particulier intéressante non seulement pour caractériser les pratiques agricoles, mais aussi les différentes pluriactivités et mobilités (perçues notamment à travers la mobilisation du capital humain et social), que l'on sait structurantes. La méthode a l'avantage, pour ne pas perdre la complexité des processus à l'œuvre, de combiner plusieurs approches complémentaires.

Les différentes représentations proposées invitent aussi, par le jeu des pondérations, à tenir compte des interrelations entre les différentes dotations en capital, qui sont souvent explicatives des stratégies. Elles permettent, ensemble, de raffiner les critères de différenciation bidimensionnelle des agricultures familiales dans la vision notamment de Lamarche [1991], entre l'exploitation paysanne et l'entreprise familiale. Au principe du croisement entre dépendance aux marchés et dépendance à la famille (cf. supra), l'approche SRL ajoute la notion de *capabilities*, intègre la question des unités et fonctions économiques (notamment de la production, de la consommation et de la résidence), des dimensions marchandes et non marchandes et permet de replacer les performances des exploitations dans leur environnement institutionnel.

Si elle facilite la différenciation des formes familiales de production agricole, la méthode de représentation ne propose pas de typologies. Elle ne vise pas à regrouper les formes de production par grand type ; elle part plutôt du principe de l'existence d'une infinité de situations possibles. Situer aisément les agricultures dans l'espace des possibles, permet d'éviter les défauts classiques des typologies : être trop rigides et restrictives et ne réduire la diversité que sur un nombre réduit de critères quand la réalité est bien plus complexe.

Le niveau de retrait de la famille de la gestion des cinq capitaux engagés dans l'agriculture mesure enfin la fragmentation des opérations agricoles, des responsabilités et de la répartition de la richesse produite. Ce retrait, généralisé mais partiel, laisse place à de nouvelles formes de coordination et à de nouveaux acteurs, qui ne peuvent être compris sans sortir du cadre strict de l'exploitation et de la production agricole. C'est un élément décisif de la compréhension et de l'accompagnement des mutations des agricultures familiales.

Mais ce modèle très largement exploratoire devra être affiné, ce qui suppose de relever de réels défis de recherche. Parmi ces défis, l'évaluation des différents capitaux et en particulier du capital humain et du capital social, apparaît centrale.

Le « comment évaluer » pose question. Comment apprécier le capital humain selon les types de compétences acquises ou mobilisées en fonction de leur origine (savoirs empiriques ou savoirs plus formalisés) [Carpenter et al., 2004] ? Comment le mesurer et, par suite, comment le comparer aux autres types de capitaux et comment comparer des situations nationales ou locales extrêmement différentes autrement que par le recours à des « dires d'acteurs » ? Des clarifications et des arbitrages seront nécessaires, qui nécessitent un important travail de sélection et sûrement des expérimentations.

Les changements d'échelle restent également problématiques. Par exemple, la méthode proposée rend essentiellement compte du capital social attaché à l'individu et à son groupe domestique, en mesurant ce que ceux-ci retirent, pour eux, d'une action collective ; elle dit finalement peu du niveau d'engagement des individus au niveau des filières et des territoires, et est peu explicite sur ces niveaux plus globaux d'analyse. Il importerait de s'intéresser aussi au capital attaché à un secteur productif donné ou à un territoire d'appartenance, en mettant mieux en valeur les interrelations entre les différents niveaux de construction et d'expression du capital social. Cette remarque vaut pour l'ensemble des mesures de capitaux.

Enfin, utiliser cette méthode de représentation pour s'intéresser aux changements structurels suppose également de définir des pas de temps et des seuils afin de distinguer ce qui relève du structurel ou simplement de mécanismes conjoncturels. Ce qui se joue ici, c'est la correction d'une critique récurrente faite à l'approche SRL, ou en tous les cas à ses utilisations : son caractère statique [Farrington, 1999].

S'ouvre ainsi un chantier ayant pour ambition de rendre plus robuste et plus intégratrice encore cette méthode de représentation, en multipliant les études de cas et en les approfondissant. Une telle démarche s'inscrit dans la suite des travaux empiriques présentés ici, visant à adapter nos « manières de voir » l'agriculture familiale pour en suivre les dynamiques.

Références bibliographiques

Afrique contemporaine (Ed Jean-Jacques Gabas) [2011]. Investissements agricoles en Afrique. Afrique contemporaine n° 237, AFD, Paris.

AMSELLE J.L., AGHASSIAN M. et SALIOU-BALDE M. [1978], Les Migrations africaines. Réseaux et processus migratoires. Paris, Maspero, 127 p.

ANCEY G. [1975], Les notions d'activité et d'actifs à l'intérieur d'une exploitation agricole. Brochure AMIRA n°11.

ANSEEUW, W. [2004]. La reconversion professionnelle vers l'agriculture marchande et politiques publiques. Le cas des mineurs du Northern Cape. Université Pierre Mendès-France Grenoble, France.

ANSEEUW, W., FREGUIN-GRESH S., NIENABE E., BANDA K., DEREMBWE A., NICHOLSON R. [2011]. Assessment of contractual agreements for agricultural market access in South Africa: A smallholders' perspective. NAMC/CIRAD/UP, Pretoria, South Africa.

ANSEEUW, A., MATHEBULA, N. [2008]. Land Reform and Development: Evaluating South Africa's Restitution and Redistribution Programmes. Research paper No. 2008/1. Postgraduate School of Agriculture and Rural Development, University of Pretoria, South Africa.

AZAM J.P., GUBERT F. [2006], "Migrants' Remittances and the Household in Africa: A Review of Evidence." Journal of African Economies, vol. 15, n°2, p. 426-462.

BAUDEL WANDERLEY, M. d. N. [2009], O Mundo Rural como um Espaço de Vida. Reflexões sobre a propriedade da terra, Agricultura Familiar e Ruralidade. Porto Alegre: Ed. Da UFRGS.

BEBBINGTON, A. [1999]. "Capitals and Capabilities: A Framework for Analyzing Peasant Viability, Rural Livelihoods and Poverty." World Development 27(12): 2021-2044.

BOUARD S., SOURISSEAU JM. [2010], « Stratégies des ménages Kanak : Hybridations entre logiques marchandes et non-marchandes. » Natures Sciences et Sociétés, vol. 18 n°3, p. 266-275.

BROSSIER J., PETIT M. [1977], « Pour une typologie des exploitations agricoles fondée sur les projets et les situations des agriculteurs. » Economie Rurale n° 122, 1977/6, pp. 31-40.

BRUN A. [1989], « La famille comme unité d'analyse du secteur agricole ». Economie Rurale, n°194, 1989 : 3-8.

BRUN A., LACOMBE P., LAURENT C. [1970], Les agricultures à temps partiel dans l'Agriculture Française. Paris, INRA SCEES.

BUCHOU H. [1975], « Les jeunes agriculteurs des années 1960 et les lois d'orientation et complémentaire ». In: Économie rurale. N°108, 1975 : 31-37.

CAPILLON A., MANICHON H. [1979], « Une typologie des trajectoires d'évolution des exploitations agricoles : principes, application au développement agricole régional », Académie d'Agriculture de France, Extrait du procès-verbal de la séance du 10 octobre 1979, pp 1168-1178.

CARPENTER J. P., DANIERE A.G., TAKAHASHI L.M., [2004], "Comparing Measures of Social Capital Using Data From Southeast Asian Slums." Journal of Economic Behaviour and Organization, 55(4): 533-551.

CAZELLA A., BONNAL P., MALUF. R. [2009], *Agricultura Familiar: multifuncionalidade, desenvolvimento territorial no Brasil*. Rio de Janeiro: Mauad éditions.

CHALEARD J.L., DUBRESSON A. (eds.) [1999], *Villes et campagnes dans les pays du Sud. Géographie des relations*. Paris, Karthala, coll. « Hommes et sociétés ».

CHAMBERS R., CONWAY G. [1991] *Sustainable rural livelihoods: practical concepts for the 21st century*. Brighton, IDS Discussion Paper 296.

CHAYANOV A. [1990], *L'organisation de l'économie paysanne*. Paris, Librairie du Regard.

COASE R. [1937], "The nature of the firm". *Economica*, 4, 386-405.

COCHET H. [2011], « Origine et actualité du "système agraire" ». *Tiers-monde* n°207, 2011 : 97-114.

COLIN J.-Ph., LOSCH B., [1994], "But where on Earth has Mamadou hidden his production function? French Africanist Rural Economics and Institutionalism.", in *Anthropology and Institutional Economics*, J. Acheson (ed.), University Press of America, pp. 331-363.

COMMONS J.-R. [1934], *Institutional Economics. Its Place in Political Economy*. MacMillan, réédition Transactions Publishers, 1990.

COUTY P. [1983], *Systèmes et rapports de production. Recherches de l'ORSTOM sur les terroirs, les groupes ethniques et les régions d'Afrique Noire*. In COUTY P., WINTER G. *Qualitatif et quantitatif, deux modes d'investigation complémentaires, réflexions à partir des travaux de l'ORSTOM en milieu rural africain*. Paris, brochure AMIRA n°43.

COUTY P. [1987], « La production agricole en Afrique subsaharienne : manières de voir et façons d'agir ». *Cahiers des Sciences Humaines*, Orstom, 1987. Repris dans Couty Ph., 1996. *Les apparences intelligibles, Une expérience africaine*. Editions Arguments.

CPS [2008]. *Recensement général de l'Agriculture (RGA) - Campagne Agricole 2004-2005. Résultats définitifs - Volume 1 Rapport de synthèse*. Bamako, Cellule de planification et de statistique du Ministère de l'agriculture.

DAFF [2010]. *The Strategic Plan for South African Agriculture*. Department of Agriculture, Forestry, and Fisheries, Pretoria, South Africa.

D'HAENZE D., DECKERS J., RAES D., PHONG T.A., LOI H.V. [2005]. « Environmental and socio-economic impacts of institutional reforms on the agricultural sector of Vietnam Land suitability assessment for Robusta coffee in the Dak Gan region Agriculture. » *Ecosystems and Environment* 105 (2005): 59-76.

DAUM C., [1993], *Quand les immigrants construisent leur pays*, Paris l'Harmattan.

DAVIS N., LAHIFF D, [2011] *Joint ventures in South Africa's land reform programme: strategicpartnerships or strategic resource grab?* International Conference on Global Land Grabbing University of Sussex, 6-8 April 2011.

DE JANVRY A., FAFCHAMPS M., SADOULET E. [1991], "Peasant household behavior with missing markets: some paradoxes explained", *Economic Journal*, 101 (409): 1400-17, November 1991.

DELORD B., LACOMBE Ph. [1990], « Dynamique des structures agricoles : exploitation ou famille ». *Economie Rurale* n°199, 1990 : 19-25.

DERMAN, B; LAHIFF, E., SJAASTAD. [2006]. Strategic Questions about Strategic Partners: Challenges and Pitfalls in South Africa's New Model of Land Restitution. Paper prepared for Conference on Land, Memory, Reconstruction and Justice: Perspectives on land restitution in South Africa, 13-15 September 2006.

DUFUMIER M. [1996], Les projets de développement agricole, Manuel d'expertise. Paris, Karthala.

EASTWOOD, R., KIRSTEN, J., LIPTON, M. [2006]. Premature deagriculturalisation? Land inequality and rural dependency in Limpopo province, South Africa. The Journal of Development Studies 42:1325-1349.

ELLIS F. [2000], "Rural livelihoods and diversity in developing countries." Oxford, Oxford University Press.

FARRINGTON J., CARNEY D., ASHLEY C., TURTON C. [1999], Sustainable livelihoods in practice: early applications of concepts in rural areas. ODI Natural Resource Perspectives, n°42.

FREGUIN-GRESH S., ANSEEUW W. [à paraître]. Integrating small-scale farmers in the citrus sector in South Africa: Agri-businesses, contracts and (indispensable) public action. In Contract farming for improved market access. FAO/I.A.A.E., Rome.

GAILLARD C., SOURISSEAU J.-M. [2009], « Système de culture, système d'activité(s) et rural livelihood : enseignements issus d'une étude sur l'agriculture kanak (Nouvelle-Calédonie). » Journal de la Société des océanistes, n°129, p. 279-294.

GASTELLU J.-M. [1980], « ...Mais où sont donc ces unités économiques que nos amis cherchent tant en Afrique ? » Cahiers de l'ORSTOM, série Sciences humaines vol. 17, n° 1-2, p. 3-11.

GASTELLU J.-M., DUBOIS J.-L. [1997], En économie : l'unité retrouvée, la théorie revisitée. In PILON M., LOCOH T., VIGNIKIN E., VIMARD P. (dir.), Ménages et familles en Afrique, approches des dynamiques contemporaines. Paris, Les études du CEPEL n°15, p. 75-97.

GERVAIS M., SERVOLIN C., WEIL J. [1965] *Une France sans paysans*. Paris. Éditions du Seuil.

GIBBON P. [2011], Experiences of Plantation and Large-Scale Farming in 20th Century Africa. Working paper.

GODIN P. [2009], Enquête sur les petites entreprises kanak en tribu. Synthèse des entretiens et éléments d'analyse. Schéma d'aménagement et de développement de la Nouvelle-Calédonie. Document de travail.

GROUPE POLANYI [2008], La multifonctionnalité de l'agriculture. Une dialectique entre marché et identité. Paris, Coll Synthèses, Quae.

HERVIEU B., PURSEIGLE F., 2011, « Des agricultures avec des agriculteurs, une nécessité pour l'Europe » Ceras - revue *Projet* 2/2011, n° 321, p. 60-69.

ISEE [2010], « Synthèse 5. Budget consommation des ménages 2008 ». Institut de la Statistique et des Etudes Economiques, Nouméa, 4 p.

JOLLIVET M. [2003], « Comment se fait la sociologie : à propos d'une controverse en sociologie rurale ». Sociétés contemporaines (2003) n°49-50 : 43-61.

KAUTSKY K. [1900], La question agraire : étude sur les tendances de l'agriculture moderne. Paris, Giard et Bière.

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE [2007], Perspectives pour l'agriculture française et la PAC, Ministère de l'agriculture et de la pêche, Paris, La Documentation française.

LACOMBE P. [1972], « Les Stratégies d'adaptation des exploitants agricoles à la croissance économique : application au Languedoc-Roussillon contemporain ». Thèse, Université de Montpellier 1, Faculté de droit et des sciences économiques.

LAMARCHE H. [1991], L'agriculture familiale. Comparaison internationale. I. Une réalité polymorphe. Paris, L'Harmattan, collection Alternatives rurales.

LAURENT C. [2005], « Les agricultures de l'Union Européenne ». In : Laurent C, Thinon P. (Eds), Agricultures et Territoires. Paris, Hermès Science : 31-55.

LE COQ J.F., TREBUIL G., DUFUMIER M. [2004], « History of rice production in the Mekong Delta. » In : BOOMGAARD P., HENLEY D. (ed.). Smallholders and stockbreeders. Histories of food crop and livestock farming in Southeast Asia. Leiden : KITLV (Series VKI, 218), p. 163-185.

LE COQ J.F., TREBUIL G. [2005], « Impact of economic liberalization on rice intensification, agricultural diversification, and rural livelihoods in the Mekong Delta, Vietnam. » Southeast asian studies, 42 (4) : 519-547.

LEEGE D. [2003]. Dans quelle mesure la microfinance et la formation agricole peuvent-elles contribuer à la réduction de la pauvreté dans une région défavorisée du Cambodge ? Thèse de doctorat de l'Université de Montpellier I, 429 p.

LOSCH B., FREQUIN-GRESH, S. WHITE, E. [2011], Rural Transformation and Late Developing Countries in a Globalizing World. A Comparative Analysis of Rural Change. Final Report of the RuralStruc Program, Revised Version. Washington, DC: World Bank.

MARX K. [1867], Le Capital, Livre I. Préface de L. Althusser. Paris, Garnier Flammarion 1969.

MAYAUD J.-L. [1999], La petite exploitation rurale triomphante. France, XIXe siècle. Paris, Belin.

MAZOYER M., [1987], Dynamique des systèmes agraires, Rapport de synthèse présenté au Comité des systèmes agraires, Ministère de la Recherche et de la Technologie, Paris, Novembre 1987.

MENDRAS H., [1976], Sociétés paysannes. Eléments pour une théorie de la paysannerie. Armand Colin Coll. U.

MENDRAS H., [2000], « L'invention de la paysannerie. Un moment de l'histoire de la sociologie française d'après-guerre ». Revue Française de Sociologie 41-3, 2000 : 539-552.

OSTROM E. [1992], Crafting institutions for self-governing institutions. ICS Press.

PAUL J.-L., BORY A., BELLANDE A., GARGANTA E., FABRI A., [1994]. Quel système de référence pour la prise en compte de la rationalité de l'agriculteur : du système de production agricole au système d'activité, Actes du symposium Recherches-système en agriculture et développement rural, Montpellier, CIRAD, p. 46-52.

PEEMANS J.P. [1995], « Modernisation, globalisation et territoires : l'évolution des regards sur l'articulation des espaces urbains et ruraux dans les processus de développement ». Revue Tiers-Monde, tome 36, n°141

PETIT M. [1975], « Evolution de l'agriculture et caractère familial des exploitations agricoles. » Economie Rurale, 1975, 106 (1) : 45-55.

POLANYI K. [1944, (éd. 1994)], La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps. Paris, NRF Gallimard.

SAMAKE A., BÉLIÈRES JF., CORNIAUX C., DEMBELE N., KELLY V., MARZIN J., SANOGO O., STAATZ J., GAUTIER D., [2008] Programme RURALSTRUC. Dimensions structurelles de la libéralisation pour l'agriculture et le développement rural. Phase II - MALI. IER/ MSU/ CIRAD, janvier 2009, (tome 1, 209 p. ; tome 2, 155 p.)

SARRAUT-WOODS J., [1998]. La plitique française de coopération en matière de développement rural. Des certitudes à la dérive. In : Observatoire Français de la Coopération, Kharthala, Paris.

SCHNEIDER S. [1999], Agricultura familiar e industrialização: pluriatividade e descentralização industrial no Rio Grande do Sul. Porto Alegre: Ed. Da Universidade UFRGS.

SCOONES I. [2009], "Livelihoods perspective and rural development." Journal of Peasant Studies vol 36, n°1, p. 171-196.

SEBILLOTTE M. [1976], Jachère, système de culture, système de production, Institut National Agronomique Paris Grignon, 1976.

SEN A. [2000], Un nouveau modèle économique. Développement, justice, liberté. Paris, Odile Jacob poches.

SERVOLIN C. [1972], Aspects économiques de l'absorption de l'agriculture dans le mode capitaliste. In L'univers politique des paysans. Paris, Armand Colin.

SINGH I., SQUIRE L., STRAUSS J. [1986], Agricultural Household Models. Baltimore, Johns Hopkins University Press.

SKELDON R. [1990], Population Mobility in Developing Country: a Reinterpretation. London and New York, Belhaven Press.

VAN DER PLOEG J. D., LAURENT C., BLONDEAU F., BONNAFOUS P. [2009], "Farm diversity, classification schemes and multifunctionality". Journal of Environmental Management 90 (2009): S124-S131.

VELTZ P. [1996], Mondialisation, villes et territoires. L'économie d'archipel. Paris, PUF.

WINTER G. [1975], Le point de vue d'un planificateur sur le problème de l'amélioration des méthodes d'investigation en milieu rural africain. Brochure AMIRA n°2, 24 p.

WINTER G. [1983], Deux modes d'investigation irréductibles mais complémentaires. In COUTY P., WINTER G. Qualitatif et quantitatif, deux modes d'investigation complémentaires, réflexions à partir des travaux de l'ORSTOM en milieu rural africain. Paris, brochure AMIRA n°43.

YAMAKAZI R., DUONG VAN NI, DUONG NGOC THANH, NGUYEN QUANG TUYEN, NGUYEN VAN SANH, LE THANH DUONG [2001]. « Changes in agriculture Structure of Mekong delta of vietnam. » J. Rakuno Gakuen Univ., 26 (2): 99-104

YUNG J.-M., ZASLAVSKY J. [1992], Pour une prise en compte des stratégies des producteurs. Montpellier, Collection DSA n°18.

ZANONI M., LAMARCHE H. [2001], Agriculture et ruralité au Brésil. Un autre modèle de développement. Paris : Karthala.